

Aujourd'hui



S3 CANADIEN 7 RED WINGS 2

Les Red Wings de Detroit subissent leur deuxième défaite de suite à Québec, aux mains d'un Canadien qui offre de nouveau une performance presque sans failles.

A6 SECURITE ROUTIERE

Le Conseil des Affaires sociales propose que le permis de conduire ne soit émis qu'à 18 ans et que le taux d'alcool soit réduit à zéro pour les motocyclistes et les camionneurs.

B1 HYDRO

Il est à craindre que les consommateurs n'aient à défrayer la modernisation qu'envisage Hydro-Québec pour résoudre les problèmes de fiabilité qui accablent son réseau.

B4 GORBATCHEV

Selon le secrétariat d'Etat, les Etats-Unis ne se sentiront pas obligés de répondre sans attendre à toute proposition que pourrait faire M. Gorbatchev à New York.



E1 LA MODE

Il faut être franc avec la couleur de la chevelure, l'un des attributs corporels les plus séduisants que nous possédons, et ne pas hésiter à lui donner son tonus originel.

Sommaire

Table of classified ads including categories like 'Annonces classées', 'Arts et spectacles', 'Bandes dessinées', 'Decès', 'Economie', 'Horoscope', 'Le monde', 'Mots croisés', 'Tribune libre', and 'Vivre aujourd'hui'.

GATT: entente sur les produits tropicaux

MIVILLE TREMBLAY

En annonçant, hier, la libéralisation du commerce des produits agricoles tropicaux, plusieurs nations industrialisées du GATT — l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce — ont voulu démontrer leur bonne foi aux pays en voie de développement.

Maintenant la ligne dure, les Etats-Unis n'ont toutefois pas voulu s'associer complètement à ce geste symbolique, pourtant promis il y a deux ans, à Punta del Este, en Uruguay.

Hier matin, le porte-parole du secré-

... mais les E.-U. refusent de s'associer à cette entente symbolique

riat du GATT a annoncé qu'un groupe de pays industrialisés, incluant notamment le Canada, la Communauté économique européenne (CEE) et le Japon, avaient conclu une entente à 5h30 dans la nuit d'hier, pour libéraliser, dès 1989, le commerce de plusieurs centaines de produits tropicaux tels le café, le thé, le cacao, le poivre, le jute, le caoutchouc et le teck. Cette entente est ferme et sans condition, a précisé M. David Woods.

Les Etats-Unis sont partie à cette entente, mais ne l'appliqueront que s'ils obtiennent satisfaction sur l'ensemble du dossier agricole, une exigence très élevée dans les circonstances. Jusqu'à ce jour, les participants au GATT avaient explicitement évité tout lien entre ces deux questions.

Flou diplomatique

Plus tard dans la journée, les représentants canadiens ont entretenu un flou di-

plomatique quant à leur participation à cette entente.

Oui, le Canada a déposé une proposition détaillée pour réduire ses tarifs sur une trentaine de produits tropicaux, affirmatifs. Non, il n'y a pas vraiment d'entente tant que les Etats-Unis n'en font pas intégralement partie. Non, le Canada ne pose pas de condition préalable à l'application de sa proposition, le 1^{er} janvier prochain, mais il faudra tout au moins que la re-

VOIR PRODUITS EN A 2

Page D 1: Mulroney en quête d'un compromis

3 000 agriculteurs manifestent

RUDY LE COURS

Il y avait plus de 3 000 agriculteurs, hommes et femmes, d'une vingtaine de pays, venus, malgré le froid mordant, avertir leurs représentants gouvernementaux respectifs de ne pas aplanir leurs différends commerciaux au sein du GATT en les fauchant.

La manifestation, efficacement organisée par l'Union des producteurs agricoles sous le patronage de la Fédération canadienne de l'agriculture, s'étirait à un moment donné depuis la rue Berri jusqu'à la rue Saint-Urbain, devant le Palais des congrès. Elle avait pour but d'apporter au ministre canadien du Commerce, John Crosbie, et à ses vis-à-vis des 92 pays membres de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) la déclaration conjointe d'une cinquantaine d'organisations de producteurs, un peu pompeusement baptisée *Charte agricole de Montréal*.

Ce court document, qui ne porte pas les noms des 34 pays qu'on dit signataires, lance un appel à « bâtir l'agriculture universelle » au moyen de six revendications dans le cadre des présentes négociations du GATT:

- ne pas traiter l'agriculture comme tous les autres secteurs productifs, compte tenu de ses particularités; réunir l'ensemble des conditions de production nécessaires au développement harmonieux de l'agriculture et reconnaître les vertus de la concertation; favoriser l'obtention de revenus stables et suffisants ainsi que des prix acceptables à la fois pour les agriculteurs et les consommateurs; tout mettre en oeuvre pour maintenir l'exploitation de type familial; favoriser la qualité de l'environnement et la préservation d'un patrimoine agricole; prévoir des mesures favorables pour les pays en voie de développement.

Un fourre-tout

Le caractère composite de ces revendications témoigne de la complexité et de la diversité des conditions dans lesquelles s'exerce la production agricole à travers le monde. Néanmoins, tous

VOIR 3 000 EN A 2



Le vrai problème de l'agriculture, c'est celui de la surproduction à l'échelle mondiale, ont dit les porte-parole des manifestants.

Au Québec, la santé coûte \$10 milliards

DENIS LESSARD de bureau de La Presse

QUÉBEC

Le gouvernement du Québec paiera cette année une facture qui frole les \$10 milliards en soins de santé et en médicaments. La note a augmenté de 31 p. cent en cinq ans, plus vite que l'ensemble des dépenses, une tendance irréversible, liée au vieillissement de la population.

Hier, divulguant les statistiques annuelles de la Régie d'assurance-maladie du Québec, le ministre de la Santé, Mme Thérèse Lavoie-Roux et le président de la RAMO, M. J. Auguste Muckle, ont reconnu que la hausse des frais de santé était désormais incompressible.

«C'est inévitable compte tenu

du vieillissement de la population», a expliqué le ministre. La situation sera encore plus dramatique pour la prochaine génération de contribuables. La seule réponse du gouvernement « n'est pas la désincitation (par un ticket modérateur, par exemple) mais la prévention », a dit Mme Lavoie-Roux.

Par ailleurs, le ministre répondra à l'an prochain la publication de ses propositions de réforme du système de santé, son «livre blanc», qui devait répondre au Rapport Rochon, publié il y a un an, et devait paraître en décembre: «l'ose espérer que ce sera tout en 1989», précise maintenant Mme Lavoie-Roux.

En 1987, Québec a payé \$9,1 milliards en soins de santé et en médicaments, 31 p. cent de plus qu'en 1985. Pendant ce temps, l'ensemble des dépenses du gou-

vernement, \$50 milliards, n'a augmenté que de 26 p. cent.

Bouée de sauvetage

Les données statistiques annuelles de la RAMO signalent une augmentation importante de l'utilisation des médicaments par les assistés sociaux et les personnes âgées, entre 1985 et 1987. Pour ces deux groupes, il en a coûté \$529 millions l'an dernier, une hausse de 92 p. cent sur 1985.

En 1987, tout en baissant de 3 p. cent en nombre sur 1985, les assistés sociaux ont obtenu 23 p. cent de plus d'ordonnances. Compte tenu de la forte augmentation du prix des médicaments, cette facture a grimpé de 75 p. cent.

Chez les personnes âgées, la consommation de médicaments a augmenté de 41 p. cent, ce qui

a fait doubler la facture, à \$237 millions.

Pour Mme Lavoie-Roux comme pour M. Muckle, il faut voir là une conséquence du stress, de l'anxiété et des problèmes d'adaptation qu'ont à vivre ces personnes.

«Pour les gens du troisième âge et les assistés sociaux, le médicament reste une bouée de sauvetage», a précisé M. Muckle.

Medecins

Note optimiste, le Québec a maintenant rejoint l'ensemble canadien quant à la disponibilité des médecins. Les 15 258 médecins québécois de 1987 représentent une hausse de 9 p. cent sur 1985. Le Québec compte maintenant un médecin pour 516 habitants, comparative-

VOIR SANTE EN A 2

L'appui des anglophones aux libéraux n'est pas indéfectible, avertit Mme Dougherty

DENIS LESSARD de bureau de La Presse

QUÉBEC

Député libéral depuis sept ans, porte-parole des Anglo-Québécois, Mme Joan Dougherty songe à siéger comme députée indépendante si dans sa décision sur l'affichage, le gouvernement Bourassa interdit l'utilisation de sa langue maternelle.

«J'y réfléchis, je n'ai pas pris de décision», a confié hier Mme Dougherty, lors d'un entretien avec La Presse.

Selon elle, il est «humain», pour un élu, de réfléchir à son avenir devant de tels enjeux, car

«la question de principe est fondamentale».

Plusieurs élus anglophones interrogés par La Presse hier ont souligné que leurs électeurs tenaient à ce que l'anglais puisse être utilisé comme langue d'affichage.

A l'approche du verdict de la Cour suprême, tous les Anglo-Québécois sont dans l'expectative, une attitude de «wait and see». «Le Parti libéral ferait une grave erreur en considérant leur appui comme indéfectible», souligne Mme Dougherty.

«En 1976, dans mon comté (Jacques-Cartier), on a voté Union nationale», a-t-elle rappelé.

Comme Mme Dougherty, le député de Notre-Dame-de-Grâce Harold Thuringer et le ministre de l'Environnement Clifford Lincoln restent convaincus que leurs électeurs tiennent avant tout au respect du programme du Parti libéral.

En 1985, les libéraux s'étaient fait élire en promettant d'assurer la priorité au français dans l'affichage, mais sans prohiber l'utilisation d'une autre langue.

Le programme du PLO est-il conciliable avec l'option Dign, l'affichage bilingue à l'interieur seulement?

«Bien sûr que non», réplique sans détours M. Lincoln, en soulignant que «dans les comtes, les

gens disent qu'ils veulent le respect de la politique du PLO».

«Pour nous, c'est une situation difficile, mais ça fait partie de la job», explique de son côté Harold Thuringer. Les appels furent déjà dans les bureaux de comtes, reconnaît-il, et «en gros, on nous dit de respecter le programme».

D'autres élus sont moins catégoriques: «C'est aux anglophones de faire le premier pas», estime le député de Sainte-Anne, Max Polak. A l'origine, M. Polak était pour le respect intégral du programme du PLO. «Mais la population francophone n'est peut-être pas prête encore», croit-il maintenant. «Je suis allophone,



Mme Joan Dougherty

VOIR LIBÉRAUX EN A 2

Advertisement for 'cubatours' featuring a cartoon illustration of a boat and promotional text: 'RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT AFIN D'EN PROFITER PLEINEMENT', 'NE FAITES PAS COMME NOUS APPELEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES', and pricing information for trips to Cuba.

SUITE DE LA UNE

MONTREAL

1 9 8 8



URUGUAY ROUND

PRODUITS

GATT: entente symbolique sur les produits tropicaux

union de Montréal se termine sur une note positive.

À la décharge du Canada, il faut admettre que les déclarations faites par les délégations à la presse internationale glissent parfois de la subtilité à la confusion. Cette inévitable confusion reflète l'évolution des complexes négociations en cours, et découle des

messages codés que l'on s'envoie par journalistes interposés.

Le Canada a refusé de publier la liste des produits touchés et l'importance de ses concessions mais, chose certaine, elles n'avantageront que très peu les pays du tiers monde et les consommateurs canadiens. Par exemple, quand bien même le Canada abolirait tout son tarif sur les fèves de café, la réduction sur le prix de gros ne serait que de 4,4 cents le kilo.

Déjà les trois quarts des différents produits tropicaux qui entrent au pays en franchise, proportion qui grimperait à 98 p. cent après l'entente. Le Canada achète annuellement pour \$1,2 milliard de produits tropicaux et la baisse des tarifs ne vaudrait pas plus que «quelques millions», disent les hauts fonctionnaires.

L'effort consenti par cette entente varie beaucoup d'un pays à l'autre, car aucun pays n'a offert exactement les mêmes concessions. De plus, la plupart des pays conserveront certains tarifs sur certains produits tropicaux. Fait nouveau dans l'histoire du GATT, quelques pays nouvellement industrialisés du tiers monde, comme la Thaïlande et le Brésil, ont également offert quelques concessions sur les produits tropicaux.

Mulroney

En matinée, le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a prononcé le discours d'ouverture de la réunion de mi-parcours de l'Uruguay Round. Abordant la question centrale, il a déclaré que «les engagements



Le maire de Montréal Jean Doré s'est entretenu hier avec le ministre canadien du Commerce, John Crosbie, lors d'une réception à l'hôtel de ville en l'honneur des délégués du GATT.

que nous prenons à l'égard du commerce des produits agricoles ne devraient pas empêcher aucun d'entre nous de venir en aide à nos agriculteurs, pour autant que cette aide ne bouleverse pas le commerce.»

Cette question des subventions à l'agriculture continue de diviser profondément les pays participants. Les États-Unis réclament toujours l'abolition de tous les subsides qui affectent le commerce, et ils ne semblent pas disposés à céder sur ce point à la réunion de Montréal. Le pays est accablé par un lourd déficit de son commerce extérieur et l'opinion américaine pousse son gouvernement à maintenir la ligne dure devant la concurrence étrangère. Vraisemblablement, les Américains ne céderont qu'au terrain qu'au tout dernier moment, à la fin des négociations, dans deux ans.

Les Européens croient toujours que l'exigence américaine est irrealiste, et demandent des mesures à court terme.

Le groupe de Cairns, qui comprend 13 pays dont le Canada, continue ses efforts de médiation. Fait notable, le groupe a cessé de demander l'abolition totale des subsides comme objectif final. Il ne parle plus que de «progrès, à court et à moyen terme».

3 000

3 000 agriculteurs manifestent

les représentants des organisations participantes s'entendaient après coup devant la presse pour dénoncer la position américaine qui ne vise qu'à lever les barrières tarifaires dans les meilleurs délais.

Selon le regroupement, auquel se sont joints la NFO et la NFU (deux des trois organisations d'agriculteurs des États-Unis), cette position ne s'attaque pas au coeur du problème de l'agriculture qui est en un de surproduction à l'échelle de la planète.

Il faudrait plutôt à la fois garantir aux producteurs l'accès à leur marché intérieur et mieux gérer l'offre. Autrement dit, apprendre à limiter la production comme le fait le Canada par une politique de quotas. «C'est de la fousaie de nous parler de libre marché», a lancé M. Jacques Proulx, président de l'UPA. Ce sont des discussions d'intellectuels en chaleur. Même les géants de l'auto, comme GM, Ford ou Chrysler, s'organisent pour limiter leur production.»

«C'est vrai que nous avons souvent des intérêts divergents, a pour sa part ajouté M. Don Knoerr, président de la FCA, mais nous voulons tous la stabilité de nos marchés intérieurs. Nous sommes pour les exportations et pour les importations. L'espère que la réunion de Montréal permettra d'établir un cadre pour poursuivre les négociations mais je ne paniquerai pas si elle échoue.»

Des porte-parole de producteurs français, américains, irlandais et japonais ont tour à tour abondé dans le même sens tandis que les représentants des pays dits signataires avaient assuré les manifestants de l'appui de leurs troupes aux manifestants.

Les organisations canadiennes soutiennent que le Canada n'est pas responsable du chaos actuel. Elles insistent pour que ses négociateurs s'arrangent pour que sa classe agricole ne fasse pas les

frais de nouvelles règles du jeu conçues seulement, disent-elles, pour permettre aux grandes multinationales d'écouler leurs surplus colossaux. D'autant plus que les énormes subventions américaines à l'exportation, grandes responsables du marasme actuel, avaient le même but. □

LIBÉRAUX

L'appui des anglophones aux libéraux n'est pas indéfectible, avertit Mme Dougherty

la guerre anglais-français ne m'atteint pas.

Selon des informations obtenues par La Presse, les élus anglophones du caucus libéral prévoient une rencontre informelle pour faire le point, après le dépôt du jugement de la Cour suprême, attendu le jeudi 15 décembre.

Le même jour, une série d'associations de comités tiendront aussi des réunions pour établir une position, a indiqué hier le président du PLQ, Robert Benoit.

L'idée d'un Conseil général (400 personnes), durant le week-end suivant le jugement, est acquise. Il ignore toutefois où il se tiendra. «À cette date, on est en compétition avec les parties de Noël», explique-t-il.

Pour des questions pratiques, ce sera plus vraisemblablement à Québec, explique-t-on chez M. Bourassa.

Le programme

Dans le comté de Mme Dougherty, le président de l'association du PLQ, Pierre Gosselin, ne s'étonne pas de cette remise en question.

«Je ne pense pas qu'on puisse blâmer un être humain parce

qu'il honore le document sur lequel il a été élu», a-t-il lancé. L'engagement de ne pas interdire l'anglais était écrit «noir sur blanc» dans le programme de 1985. «A un moment donné, il faut savoir si on reste quelque part quand on est pas écouté», explique M. Gosselin, en précisant toutefois qu'il n'avait pas discuté avec Mme Dougherty de son avenir politique.

Hier, cette dernière croyait toujours possible qu'il n'y ait pas de vote à l'Assemblée nationale pour appliquer le jugement de la Cour suprême. Un amendement à la réglementation de la Loi 101 pourrait suffire selon le verdict des juges, croit-elle.

Longtemps conseiller du gouvernement dans le dossier linguistique, M. Marcel Côté est convaincu toutefois qu'il faudra amender la Loi 101 (et voter à l'Assemblée nationale) si, comme prévu, le verdict de la Cour suprême va dans le sens de la précédente décision de la Cour d'appel, en 1986.

Le juge Bisson approuvait alors le verdict de la Cour supérieure rendu deux ans auparavant par le juge Boudreau. Pour ces deux cours, la «liberté d'expression» impliquait le libre choix de la langue d'affichage.

Dans l'éventualité où la Cour suprême entérinerait cette opinion tout en laissant au gouvernement le droit de réglementation de la langue d'affichage, Québec serait tenté d'utiliser la «solution Dion», croit-il.

Des juristes pourraient plaider facilement que de restreindre l'utilisation de l'anglais à l'affichage intérieur ne revient pas à une prohibition.

D'autres recours juridiques seraient vraisemblablement pris par les anglophones, mais le gouvernement Bourassa aura ainsi évité d'utiliser la clause «nonobstant» pour soustraire la Loi 101 à la Charte fédérale.

«Le 'nonobstant' provoquerait une crise, et pas seulement chez les anglophones», croit M. Côté.

Cette réticence devant la clause dérogatoire est largement répandue chez les anglophones.

«Il n'est pas question d'accepter un 'nonobstant' sur la langue», a lancé Ernest Strolowitch, de l'Association libérale de Notre-Dame-de-Grâce. Sursoir ainsi aux libertés fondamentales aurait des relents de «l'Allemagne sous les nazis», estime-t-il.

En revanche, selon lui, le PLQ peut actuellement considérer les Anglo-Québécois comme un «vote captif». «C'est un vote acquis à 100 p. cent». Quelques anglophones de Montréal ont un moment menacé de passer au NPD, mais ils ont rapidement déchanté après la campagne fédérale. «Certains commencent à discuter d'un parti anglophone distinct», affirme enfin M. Strolowitch. □

SANTÉ

Au Québec, la santé coûte \$10 milliards

ment à un pour 508 habitants il y a cinq ans. Au Canada, on compte un médecin pour 519 habitants, et l'Organisation mondiale pour la santé recommande d'avoir au moins un médecin pour 600 individus.

Les médecins sont désormais mieux répartis dans les régions, où ils bénéficient de primes à l'éloignement. L'Abitibi approche la norme provinciale, alors qu'elle ne comptait qu'un médecin pour 1 054 habitants en 1983.

Les zones éloignées manquent toujours de spécialistes toutefois, même si la situation y est meilleure qu'il y a cinq ans.

Le salaire des médecins a augmenté plus rapidement que les 18 p. cent d'inflation de cette période. Un médecin gagnait en moyenne \$99 824 en 1987. Les omnipraticiens ont vu leur salaire augmenter de 23 p. cent, à \$88 811 en moyenne, et les spécialistes de 20 p. cent à \$121 023. Chez ces derniers, les radiologistes sont les mieux rétribués, avec \$221 000 en moyenne par année. □

La «formule Dion» n'est pas tout à fait celle que cite Bourassa

SUZANNE DANSEREAU de la Presse Canadienne

QUÉBEC

■ C'est tout un honneur pour un professeur d'université de se faire citer par le premier ministre. Mais pour Léon Dion, la chose est un peu embarrassante parce que la fameuse formule qui porte son nom, «la formule Dion» qu'a citée abondamment Robert Bourassa ces derniers temps, en référence à une des solutions au problème linguistique du Québec, ne correspond pas tout à fait à celle que l'auteur préconise.

C'est ce que le politologue lui-même a confié hier à la Presse Canadienne, tout en ajoutant qu'il ne voulait pas être trop précis car il entend lui-même rectifier le tir dans une lettre qu'il enverra d'ici quelques jours aux grands journaux du Québec.

«Il y a des petites différences entre sa formule et la mienne», a déclaré hier M. Dion. Moi, je ne suis pas partisan d'un affichage bilingue intégral à l'intérieur.»

C'est dans le dernier paragraphe d'un long texte publié le 27 mai dans le quotidien Le Devoir que M. Dion a livré «sa» suggestion au premier ministre.

«J'ai écrit ce texte au mois de mai. À ce moment-là, personne n'en a parlé. Et tout à coup, il (M.

Bourassa) lance la solution Dion au mois d'octobre.»

Les propos de M. Dion sur l'affichage se lisent comme suit: «Toute affiche identifiant les édifices commerciaux, industriels et financiers devra être exclusivement en français en ce qui concerne leur façade extérieure; par contre, des inscriptions bilingues (en anglais ou dans une autre langue) seront permises à l'intérieur de ces mêmes établissements dans le but d'informer la clientèle non-francophone sur la nature des produits, à condition qu'ils ne soient pas visibles de l'extérieur et que le français ait prédominance, en terme de location et d'espace, sur toute autre langue.»

«Je ne dis pas que je suis pour l'affichage intégral», a fait remarquer hier M. Dion, expliquant qu'il préconisait l'affichage bilingue «seulement pour les renseignements concernant la localisation des produits» — «comme cela se fait au Japon ou en Allemagne», a-t-il ajouté.

Montréal étant une ville où beaucoup d'Américains et de Canadiens anglais viennent, ce serait utile d'avoir des indications (en anglais), estime-t-il.

«Dans mon esprit, la formule que je propose n'est pas un affichage sur chaque produit. Si c'est cela qu'ils (le gouvernement) ont à l'esprit, alors ce n'est pas ma solution», a-t-il conclu.

1 000 abonnés sont privés d'électricité

■ Deux incendies souterrains dans des installations d'Hydro-Québec ont provoqué des pannes isolées, hier, dans l'île de Montréal, privant de courant un peu plus de 1 000 abonnés pendant quelques heures.

La première panne est survenue vers 11 h 30 lorsqu'un câble d'alimentation d'Hydro a été coupé par une explosion devant le 3090 du chemin Côte-de-Liesse, à Mont-Royal. Au moins 1 000 abonnés du secteur immédiat ont été privés d'électricité pendant

quelques heures. Une opération graduelle de réalimentation par d'autres secteurs a permis le rétablissement du service un peu après 16 h.

Par ailleurs, un incendie dans la fosse d'un transformateur, provoqué vraisemblablement par un court-circuit, a affecté une centaine d'abonnés des rues de l'Église et Drake, dans le quartier Ville-Émard, entre 18 h et 21 h. On ne connaissait pas, hier, les raisons exactes du court-circuit.



57e meurtre sur le territoire de la CUM

Un jeune homme d'origine colombienne âgé de 20 ans a été retrouvé mort, hier soir, sauvagement assassiné dans un logement du 10515 de la rue Christophe-Colomb, dans le nord de Montréal. La victime de ce 57e meurtre de l'année sur le territoire de la CUM a été battue par ses agresseurs à coups de bâton de baseball avant d'être poignardée dans le dos à plusieurs reprises. C'est son père qui a fait la macabre découverte un peu après 17 h, hier. Le jeune homme gisait dans son sang, les mains liées dans le dos. Selon des informations obtenues de source policière, le logement qu'habitait la victime était sans dessus dessous, ce qui laisse supposer que le jeune homme aurait pu surprendre un voleur. L'enquête a été confiée aux sergents-détectives Jean-Guy Auger et Raymond Bellemare, de la section des homicides de la police de la CUM.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

LA MÉTÉO

Québec	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	-12	-3	Chutes neige
Outaouais	-5	3	Nua., neige
Laurentides	-8	0	Flocons neige
Cantons de l'Est	-5	2	Nua., neige
Mauricie	-6	-2	Nua., neige
Québec	-6	-2	Nua., neige
Lac-Saint-Jean	-9	-5	Chutes neige
Rimouski	-6	-2	Flocons neige
Gaspésie	-9	-6	Chute neige
Bas-Caraïbe	-9	-4	Un peu neige
Sept-Îles	-9	-4	Un peu neige

États-Unis	Min.	Max.	Min.	Max.
Boston	-6	-1	N.-Orléans	5
Buffalo	0	4	Pittsburgh	-3
Chicago	-2	8	S. Francisco	8
Miami	14	27	Washington	8
New York			Dallas	-1

les capitales	Min.	Max.	Min.	Max.
Amsterdam	7	9	Madrid	3
Athènes	9	17	Moscou	-16
Acapulco	22	31	Mexico	8
Berlin	4	8	Oslo	-2
Bruxelles	8	11	Paris	8
Buenos Aires	24	38	Rome	8
Copenhague	3	4	Seoul	-5
Genève	6	10	Stockholm	0
Hong Kong	17	21	Tokyo	8
Le Caire	13	24	Trinidad	22
Lisbonne	10	17	Vienne	2
Londres	7	9		

La Quotidienne

Tirage d'hier
a trois chiffres 207
a quatre chiffres 9551

49-2-01
MARDI 6 DECEMBRE 1988

Où donner son sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge tient des cliniques aux endroits suivants:

- à Montréal: au Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 9 h à 20 h;
- à Montréal: au Centre communautaire de la paroisse portugaise Santa Cruz, 60 ouest, rue Rachel, de 14 h à 20 h;
- à Montréal: sur la promenade de la Place du Parc, 3575, avenue du Parc, de 10 h à 16 h;
- à Saint-Marc, Saint-Marc-sur-le-Richelieu et Saint-Antoine, salle municipale, 101, rue de la Fabrique (derrière l'église), de 15 h à 20 h 30;
- à Carignan: clinique organisée par la Ville de Carignan en collaboration avec Entraide-Plus, chez Carignan Ford, 1840, chemin Chamby, de 14 h 30 à 20 h 30.

Le budget répond aux désirs de changement, dit Fainstat

Mais où est le changement? demande un conseiller de l'opposition

MARIANE FAVREAU

■ En déposant officiellement le budget 89 au conseil municipal, hier soir, le président du comité exécutif de Montréal, Michael Fainstat, a indiqué qu'il reflète les désirs de changement des Montréalais. «Ils en avaient assez des coupures dans les services, des contes de fables qui les surtaxaient sans rien leur donner en retour», a-t-il déclaré.

Il assure que les Montréalais s'attendent à ce que leur administration municipale se préoccupe de leur sécurité, de propreté, de développement économique, entretienne la vitalité culturelle de leur milieu, etc. D'où les sommes importantes consacrées à ces chapitres dans le budget de \$1,572 milliard.

Notamment aux services culturels, indique M. Fainstat, où les crédits passent des \$35 à \$45 millions pour ouvrir deux bibliothèques, deux maisons de la culture, soutenir les manifestations et les entreprises culturelles.

Au développement économique, on injecte des crédits supplémentaires pour intervenir dans l'industrie alimentaire par un programme de développement et de promotion. Les relations avec les citoyens passent de \$3,8 millions à \$4,8.

«Le budget répond, assure M. Fainstat aux demandes pressantes

des citoyens de Montréal. Il correspond à ce que la population attendait de nous.»

Ce n'est pas l'avis du nouveau conseiller de l'opposition, Pierre Yves Melançon. «Une fois qu'on a enlevé l'artifice, étudié les chiffres du président, on reste sceptique sur le changement. Paie-t-on un accroissement de l'appareil administratif ou de vrais services à la population?»

Pour étayer sa critique, M. Melançon compare les postes de l'actuel budget avec un budget de Drapeau, celui de 1982. L'administration générale prenait alors 11,4 p. cent du budget, 11,8 p. cent cette année; la sécurité, 19,4 p. cent contre 19,7 p. cent; le transport, 12,7 p. cent contre 12,5 p. cent; l'aménagement et la mise en valeur du territoire diminué de 6,1 p. cent à 5,8 p. cent.

«Où est le véritable changement?, demande-t-il. Il y a une similitude entre les deux budgets. On peut faire dire n'importe quoi aux chiffres.»

De son côté, le porte-parole du Parti civique, Nick Auf der Maur a, note qu'on a changé la présentation du budget, et que l'augmentation réelle des dépenses est de 6,3 p. cent. Reprenant des arguments invoqués par Claude Dupras en entrevue, il refuse de conclure à une gestion saine et efficace de l'administration, mais plutôt à son laxisme et son manque de rigueur.

Dupras critique durement le budget de l'administration Doré

MARIANE FAVREAU

■ «Malgré l'augmentation des budgets municipaux de \$227 millions de plus que l'inflation depuis trois ans, qu'est-ce qu'on a de plus à Montréal?» demande le chef du Parti civique, M. Claude Dupras.

Ce qui l'inquiète, c'est que depuis l'arrivée au pouvoir du RCM, en 1986, les dépenses d'administration augmentent de 20 p. cent par année contre 3,4 p. cent par an pour la sécurité, 5,5 p. cent pour les transports, 5,2 pour l'aménagement, indique-t-il au cours d'une entrevue.

«C'est disproportionné, et ça ressemble bien à l'administration Doré qui fabrique des structures et dépense à droite et à gauche pour des études et des comités.»

Il n'a pas de commentaires élogieux sur le budget municipal de 1989 dévoilé la semaine dernière, en hausse de 6,3 p. cent (5,4 p. cent en excluant de nouveaux programmes d'aide sociale) pour atteindre \$1,572 milliard.

Chef du parti d'opposition à l'hôtel de ville, M. Dupras rappelle que pendant les six années qui ont précédé la prise du pouvoir par le RCM, soit de 1980 à 1986, la croissance du budget n'a jamais dépassé le taux d'inflation et s'est même située deux fois en dessous.

De plus, il juge que l'administration fait «une erreur politique» en ne dégonflant pas davantage son taux de taxe qui passe de \$2,17 à \$2,15 du \$100 d'évaluation.

«Les revenus du boom immobilier (\$53 millions d'argent neuf cette année) devraient être appliqués à la réduction du taux de taxe. Ce qui rendrait Montréal concurrentielle avec la banlieue pour attirer les entreprises et les ménages.»

«On parle de subventions pour le développement industriel de l'est: si le taux de taxe était concurrentiel, il n'y aurait pas de problème, croit M. Dupras. Si les parcs industriels de Saint-Léonard, à côté, et de l'ouest sont pleins, c'est que leurs taxes sont plus basses.»

Enfin, M. Dupras s'explique difficilement l'augmentation du personnel municipal. «On parle de rationalisation à l'hôtel de ville, de haute technologie et d'informatisation, ce qui devrait au contraire diminuer le personnel. Mais l'administration a une approche socialiste des problèmes, croit-il. C'est coûteux et ça va à l'encontre des intérêts de la ville.» Ainsi, il lui reproche de n'avoir pas su résister aux pressions des cols bleus pour obtenir un seuil minimal d'effectifs (plancher d'emploi) avec 260 employés de plus.

Mais ce qu'il trouve le plus «choquant», c'est que malgré l'augmentation des dépenses et des taxes, l'équipe au pouvoir «ne réalise rien de concret pour Montréal» dans les pistes cyclables, les jardins communautaires, la construction de logements, la revitalisation des artères commerciales, les maisons de la culture, etc.

Et du côté de la FTQ

De son côté, le président du Conseil des travailleurs de Montréal (FTQ), M. Guy Cousineau, ne voit «pas de dépenses loufoques» dans un résumé du budget distribué par l'hôtel de ville. «C'est dans la ligne des objectifs déjà annoncés», croit-il. Il se réjouit de l'attention portée aux services à la population, dont celui de la prévention des incendies.

St-Laurent a embauché trois proches parents d'une conseillère

Mme Michèle D. Biron se dit victime d'une campagne de salissage menée par l'équipe minoritaire du conseil municipal

FLORIAN BERNARD

■ Depuis le 8 mars dernier, trois proches parents de la conseillère Michèle D. Biron, de Saint-Laurent, ont été engagés par l'administration de cette ville. Il s'agit de la fille de Mme Biron, Joanne, engagée comme procureur à la Cour municipale, du fils, Charles, préposé au centre sportif, et de la compagne de ce dernier, Chantal Séguin, commis à la perception des comptes.

Le fils de la conseillère Biron, Charles, avait fait l'objet d'un rapport d'irrégularités, signé par le contrôleur des taxes de la ville, M. Louis Many, en avril 1986, alors qu'il était préposé à la lecture des compteurs d'eau dans le secteur industriel de Saint-Laurent. M. Biron, qui était alors employé temporaire, avait été mis à

qualité de préposé au centre sportif, au service des activités sportives de Saint-Laurent. Sa mère, la conseillère Michèle D. Biron, avait soulevé une question de privilège, soulignant qu'il s'agissait de son fils et que, dans les circonstances, elle se retirerait momentanément de l'assemblée et ne participerait pas au vote.

Deux mois plus tôt, soit le 8 mars 1988, le conseil municipal procédait à l'embauche de Mme Chantal Séguin, compagne de M. Charles Biron, au poste de commis à la perception des comptes. Encore là, la conseillère Michèle D. Biron avait informé le conseil de la situation et s'était retirée de l'assemblée, s'abstenant de voter.

Enfin, un mois plus tard, soit le 12 avril 1988, le conseil municipal accordait un mandat à Me Joanne Biron, fille de la conseillère Michèle D. Biron, en

vue d'agir comme procureur de la ville dans les dossiers de la Cour municipale, portés en appel. Le conseil fixait alors des honoraires de \$100 l'heure en faveur de Me Joanne Biron. La conseillère Biron s'était retirée de l'assemblée et s'était abstenue de voter sur cette question.

Reactions de Mme Biron

Dans une entrevue donnée à La Presse, Mme Biron a assimilé à une campagne de salissage les accusations de favoritisme portées contre elle par l'équipe minoritaire du conseil. «Puisqu'on n'a rien trouvé contre moi, on s'en prend à mes enfants. C'est indécent. Il n'y a rien dans la loi qui empêche les enfants d'un élu municipal d'être employés de la ville. Mes enfants n'ont pas été engagés à cause de moi. Ils ont suivi toutes les étapes d'emploi et ont réussi les examens, com-

me tous les autres citoyens. Je n'ai absolument rien à me reprocher.» Mme Biron, qui est le principal artisan de la restructuration administrative de Saint-Laurent, a déclaré que dans les trois cas soulevés par l'opposition, elle s'est retirée de l'assemblée et s'est abstenue de voter. «J'ai pris la précaution de faire inscrire une question de privilège au procès-verbal de chacune de ces assemblées. Je n'ai donc rien à cacher et je me sens bien à l'aise dans cette affaire.»

«Je suis déçue par cette tactique de l'opposition, mais je ne suis pas surprise. Le jour où j'ai rompu avec l'équipe du maire Laurin, je savais qu'on chercherait à me nuire par tous les moyens. Je fais confiance à la population de Saint-Laurent. Le vrai verdict, on le connaîtra lors des prochaines élections municipales», a-t-elle conclu.

Les syndiqués de la SAQ se prononceront vendredi sur les offres salariales

GEORGES LAMON

■ C'est vendredi que les 3000 membres du Syndicat des employés de magasins et de bureaux de la Société des alcools du Québec se prononceront, lors d'une assemblée générale, sur les offres finales faites par la SAQ pour le règlement d'une nouvelle convention collective de travail.

Par ailleurs, hier, cinq succursales ont été fermées, la plupart dans la région de Montréal et une à Tracy-Sorel. Et, selon le président du syndicat: «Si d'ici à demain le dossier n'est pas réglé il faudra s'attendre à d'autres fermetures de magasins et à une intensification des moyens de pression avant les Fêtes.»

Bien qu'un certain nombre de Montréalais aient commencé à faire provision de vins et de spiritueux, pour ne pas être pris au dépourvu durant la période des Fêtes, on n'observe encore aucun mouvement de panique chez les consommateurs.

La Société d'État a présenté hier au syndicat ses offres salariales complètes à soumet-

tre à ses membres. Un porte-parole a expliqué à La Presse que la société avait tenté, mais en vain depuis la fin de semaine, de présenter au président du syndicat, M. Ronald Asselin, copie de ces offres, pour qu'à tout le moins il en prenne connaissance avant de les soumettre aux syndiqués.

«Nous espérons ainsi faire débloquer le dossier et forcer un règlement final, a précisé M. Claude Marier, vice-président aux affaires publiques et services administratifs. Nous croyons que les employés à la base ne sont pas prêts à aller en grève sur ces clauses-là.»

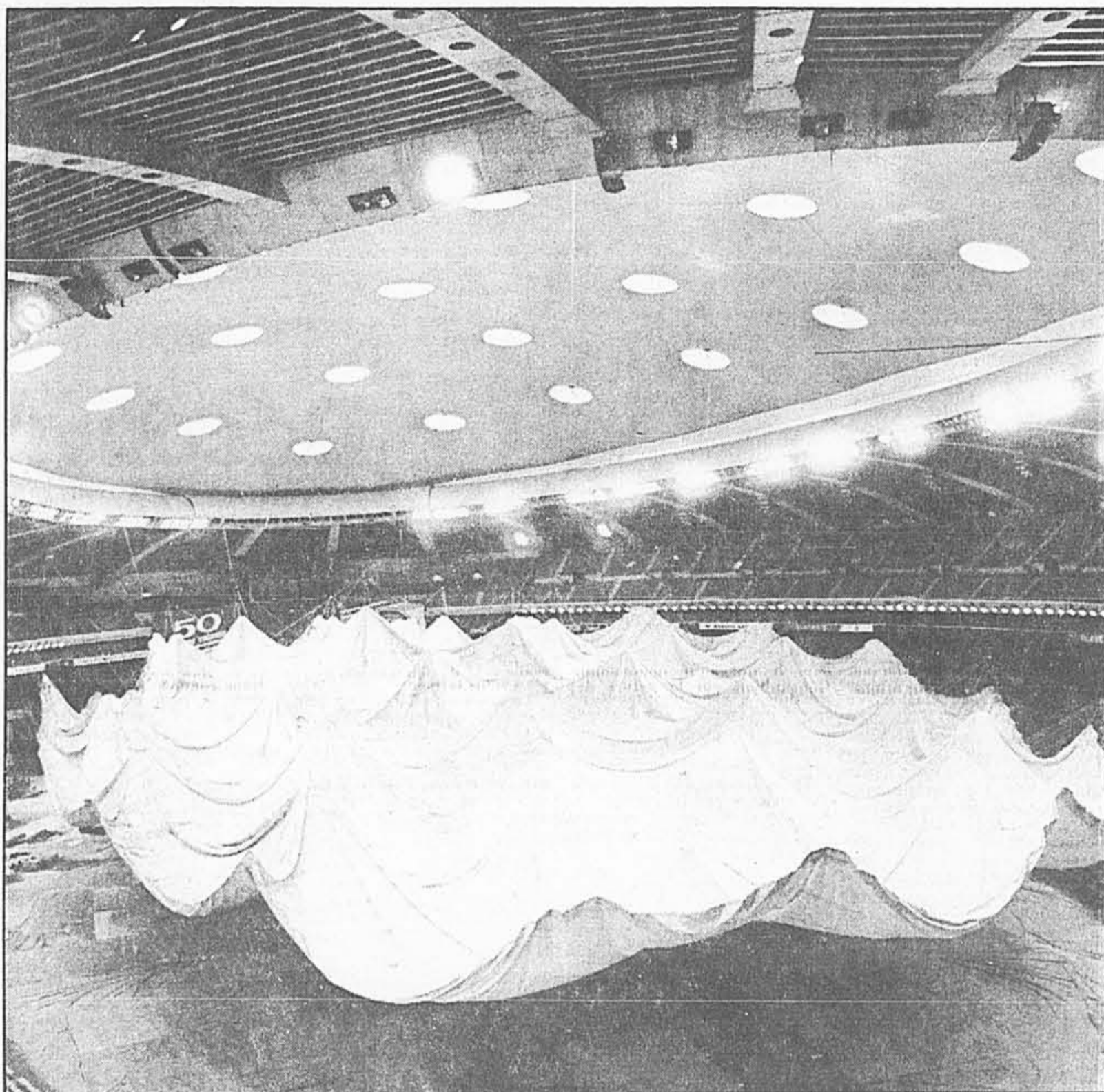
Le porte-parole de la SAQ estime qu'en dépit de «rondes de négociations longues et intensives, la situation n'a presque pas évolué depuis le 16 novembre. M. Asselin refusant de parapher et de ratifier les clauses sur lesquelles il se disait d'accord», M. Marier a soutenu que pour la SAQ le dossier normatif était clos depuis le 16 novembre, «comme l'avait lui-même admis le président du syndicat» et qu'il n'était plus question d'y revenir. Et si le syndicat n'a pas entrepris à partir d'aujourd'hui un processus de consul-

tation auprès de ses membres, la société fera connaître la teneur de ses offres salariales par les journaux et le courrier.

Les deux clauses que le syndicat considère comme «normatives» touchent la prime d'éloignement des employés à temps partiel et les journées de congé pour les employés enceintes. Une autre clause traite des modalités d'application des disponibilités des employés à temps partiel. Or pour la SAQ, ces deux clauses «normatives» ont des incidences monétaires, aussi doivent-elles faire partie des propositions salariales faites par l'employeur. Mais selon le président du syndicat, si la SAQ réglait ces trois clauses, les 15 autres clauses normatives en suspens suivraient.

Quant aux clauses d'ordre salarial, M. Asselin ne croit pas qu'elles posent de difficultés. «Je ne veux pas faire la bataille du secteur public», a-t-il lancé tout simplement.

Enfin, M. Asselin a déclaré qu'il comptait bien présenter l'état de la situation à ses membres; c'est à eux que reviendra la décision finale.



C'est bien lentement que l'on a hissé hier la double toile du Stade olympique.

PHOTO JEAN GOUJIL, La Presse

Le Stade passera l'hiver au chaud grâce à sa toile isolante

■ La double toile conçue pour éviter la condensation et les pertes de chaleur à l'intérieur du stade olympique, sera en place aujourd'hui. Cette toile isolante, qui mesure environ 114 mètres de large (375 pieds) et 167 mètres de long (550 pieds) a commencé à être hissée, très lentement, hier

matin. Vers 17 h, elle se trouvait au niveau de l'anneau technique. Si tout va comme prévu, elle sera à sa place cet après-midi.

C'est la deuxième année que la firme Socodec, la filiale de Lavalin responsable du parachèvement du stade, réalise cette opé-

ration. Grâce à cette double toile, les frais de chauffage ont diminué de près de 70 p. cent l'hiver dernier, a précisé M. Pierre Durand, responsable des relations publiques à la Régie des installations olympiques.

Cet après-midi, par ailleurs, dès

Dossier Défense Un cahier à ne pas manquer... dans **La Presse** DU SAMEDI 10 DÉCEMBRE

Montréal profite de la «surchauffe» économique de Toronto

C'est ce qu'indique Robert Bourassa, qui participait au dévoilement du projet de construction de la tour d'IBM

MARIE-CLAUDE LORTIE

■ La construction d'une nouvelle tour à bureaux de 45 étages, «le 1250 boulevard René-Lévesque» est signe que le Québec offre un environnement fiscal accueillant, une main d'œuvre productive, un climat économique dynamique et une paix sociale solide, croit le premier ministre Robert Bourassa, qui était à Montréal hier pour le lancement officiel de ce nouveau projet architectural.

Cette tour, qui devrait pouvoir accueillir ses locataires à l'hiver 1990, sera érigée sur le quadrilatère formé par le boulevard René-Lévesque, les rues Drummond, Stanley et de la Gauchetière. C'est un projet conjoint de la société immobilière Marathon et de IBM Canada.

Les deux compagnies débourse-ront à parts égales les \$120 millions nécessaires à la construction de l'édifice. Par ailleurs, le prix du terrain ainsi que les divers frais professionnels et financiers encourus élèvent le coût total du projet à près du double, soit environ \$240 millions, a fait savoir un porte-parole de la compagnie Marathon, filiale de Canadien Pacifique.

Et sur cette lancée, au moins deux autres édifices d'importance seront bientôt érigés sur le boulevard René-Lévesque, à l'ouest du 1250, a laissé entendre hier, M. Michael Fainstat, président du comité exécutif de Montréal.

Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa et le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Pierre MacDonald, se sont joints à MM. Donald King, président de Marathon, et Khalil Barsoum, vice-président de IBM Canada, hier, pour faire part de leur enthousiasme devant un tel investissement.

Après avoir souligné l'appui que les Québécois ont donné au libre-échange lors des dernières élections — preuve de leur confiance en l'avenir économique et de leur ouverture vers l'étranger — M. Bourassa a «félicité très chaleureusement» les deux compagnies d'avoir choisi Montréal et donc le Québec comme emplacement pour ce projet. Il a aussi tenu à souligner que ce choix «mettait en relief la qualité exceptionnelle de la main-d'œuvre québécoise et reflétait la façon dont le régime de parité fiscale (avec l'Ontario) — mis de l'avant par son gouvernement — a permis d'attirer des investissements».

M. Bourassa a aussi affirmé que de tels projets alimentent l'industrie de la construction dans la région montréalaise, la rénovation du siège social d'Hydro-Québec n'étant plus pressante. «De toute façon, je crois que de ces temps-ci, Hydro-Québec a d'autres priorités», a-t-il lancé, faisant allusion à la récente série de pannes d'électricité majeures et du dévoilement public de certains rapports internes qui font état de problèmes techniques sérieux.

M. Bourassa a aussi tenu à faire savoir qu'il croyait fermement que la croissance économique de Montréal ne pouvait que continuer et ce, notamment, grâce à la priorité qu'accorde son gouvernement au développement des industries aéronautiques, aérospatiales et informatiques. Il a ainsi expliqué pourquoi il ne craignait pas l'apparition d'un surplus d'espaces à bureaux à Montréal. Selon lui, Montréal est avantagé par la surchauffe économique de Toronto où les coûts de construction sont beaucoup plus élevés qu'au Québec.

Le premier ministre a aussi laissé savoir que le jugement prochain de la Cour Suprême sur la loi 101 ne devrait pas nuire à la venue de nouveaux investisseurs et que la paix sociale n'en serait pas troublée. «La population qué-

bécoise a assez de maturité», a-t-il répondu aux journalistes anglophones qui soulevaient la question.

M. Michael Fainstat, président du Comité exécutif de la ville de Montréal, a déclaré qu'il était aussi fort heureux de la mise de l'avant de ce projet qui rapportera environ \$6 millions de revenus fiscaux, par année, à la ville de Montréal.

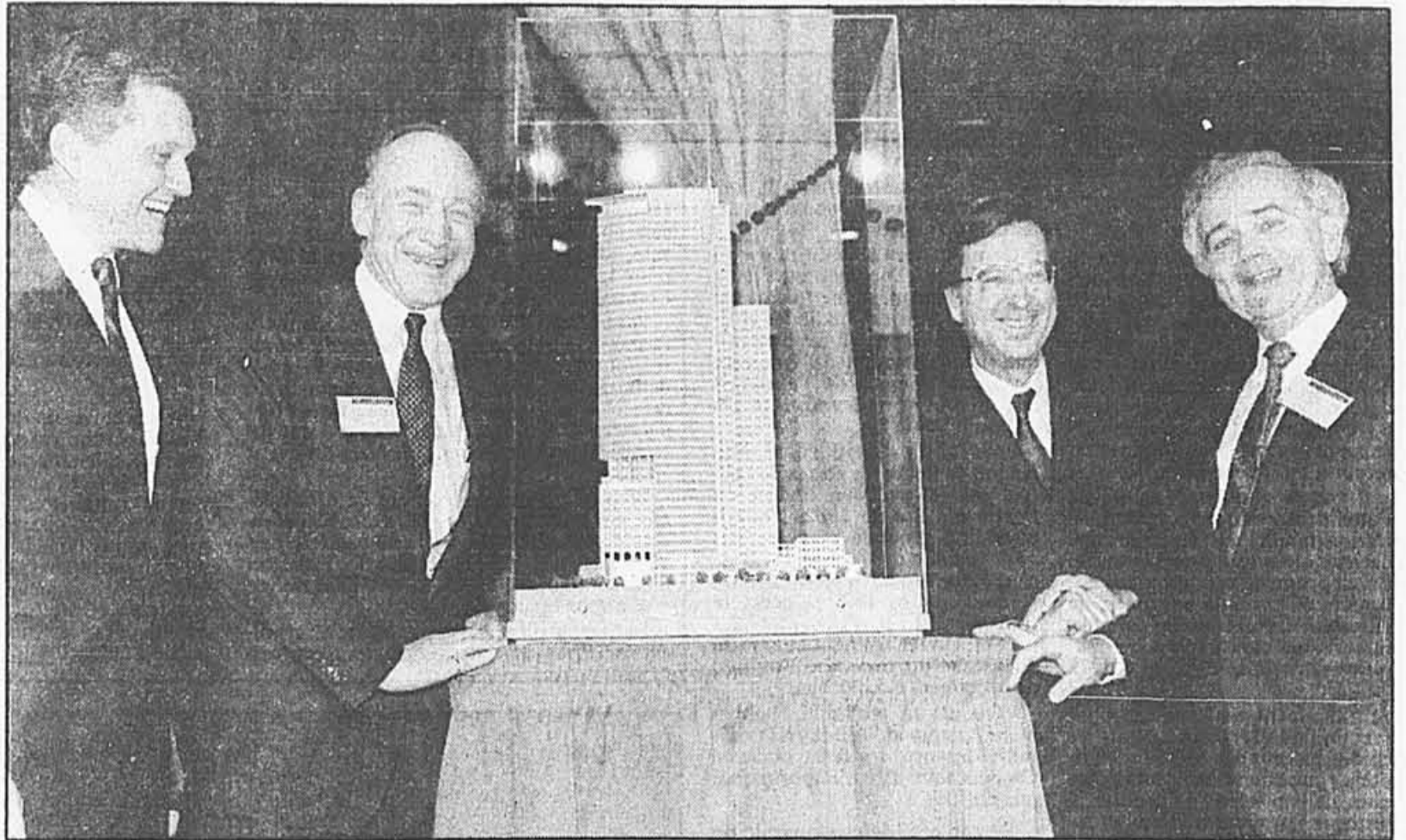
Tour de granit gris perle

Le bâtiment effilé, qui abritera environ 110 000 mètres carrés d'espace à bureaux ainsi qu'un jardin d'hiver intérieur haut de huit étages et une esplanade, a été conçu par la firme d'architectes new-yorkaise Khon Perderson Fox. Les architectes montréalais Larose Petrucci ont aussi participé au projet.

La tour sera construite à partir d'une structure de béton recouverte de granit gris perle et de vitre vert pâle. La façade surplombant le boulevard René-Lévesque sera incurvée tandis que le sommet de la tour sera coiffé d'un aiguillon et d'une pièce saillante décorative, plate et asymétrique, accrochée à l'horizontale.

Les dix premiers étages de la tour, soit le tiers de l'espace, seront occupés par la compagnie IBM Canada, qui quittera donc ses locaux de la Place Ville Marie.

L'édifice sera relié à la gare Windsor, à la Place du Canada, à la Place Bonaventure et au métro.



Dans l'ordre habituel, M. Khalil Barsoum, vice-président de IBM Canada, M. Michael Fainstat, président du Comité exécutif de Montréal, le premier ministre Robert Bourassa et M. Donald King, président de Marathon, dévoilaient hier la maquette d'une tour de 45 étages qui sera construite au 1250 boulevard René-Lévesque.

PHOTOS PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

Découvrez de nouvelles façons de vous réunir.



Les téléconférences Bell ouvrent la porte à la productivité.

Les services de téléconférence de Bell Canada constituent un moyen idéal de se réunir facilement, instantanément, sans complications. Ils permettent d'apporter des solutions novatrices à toute une variété de besoins de communication. Un exemple? Grâce à la téléconférence, plusieurs entreprises organisent des rencontres hebdomadaires de leur personnel cadre situé dans différentes régions. Ces

réunions permettent une meilleure circulation de l'information qui, à son tour, résulte en des prises de décisions mieux éclairées — et plus rapides. Au bout du compte, cela signifie globalement une meilleure gestion de l'entreprise et une plus grande productivité de chacun des intervenants. Quelle que soit la taille de votre entreprise, Bell met à votre disposition plusieurs types de

téléconférences. Et qu'il s'agisse d'audioconférence, de conférence audio-graphique ou de vidéoconférence, vous trouverez chez Bell une équipe de spécialistes capables de vous conseiller sur la meilleure façon d'en tirer parti et de répondre aux besoins particuliers de votre entreprise. Composez sans frais dès aujourd'hui le 1 800 361-1423.

L'efficacité passe par Bell™

Bell

Membre du réseau national Telecom Canada

Montréal, Trois-Rivières et Québec de nouveau reliées par le train

■ Le 15 décembre, Via Rail rétablira son service entre Montréal, Trois-Rivières et Québec, interrompu le 1er avril 1987 lorsque le pont de la Péradé a été emporté par les glaces.

Comme c'était le cas avant, il y aura trois départs par jour, dans les deux directions. Les horaires seront toutefois modifiés. Le premier train quittera Québec à 5h55, et s'arrêtera à Trois-Rivières, à 7h28, et à Montréal, à 9h20. Les deux autres départs s'effectueront, à la gare de Québec, à 13h05 et à 18h45. Un train, par ailleurs, quittera quotidiennement Montréal en direction de Québec à 8h10, à 13h20 et à 18h30.

Le coût du billet demeurera le même qu'avant: \$30 pour aller seulement; \$39 pour un aller-retour dans la même journée; et \$48 pour un aller-retour à l'intérieur d'une période de deux à cinq jours. Des repas légers, qui comprennent un jus, un sandwich, un dessert et un café, une boisson gazeuse ou un verre de lait, seront servis gratuitement.

Plaidoirie de la Couronne au procès du Hell's Angel Normand «Biff» Hamel

YVES BOISVERT

La Couronne a présenté sa plaidoirie, hier, dans le procès du Hell's Angel Normand «Biff» Hamel, 30 ans, accusé de complicité après le fait dans le meurtre de Claude «Coco» Roy, dont le corps fut retrouvé dans les eaux du Saint-Laurent, à la hauteur de Sorel, au printemps 1985.

Le procès, qui dure depuis le 3 octobre, pourrait bien connaître son dénouement cette semaine.

Au jury de sept femmes et cinq hommes, qui écoutent patiemment témoins et avocats depuis deux mois, Me François Sauvé a résumé les grandes lignes de la preuve du ministère public. Me Sauvé a rappelé le récit des événements fait par le détecteur Gerry «le Chat» Coulombe, qui a passé pas moins de trois semaines à la barre des témoins.

Coulombe, qui n'était pas membre à part entière des Hell's, travaillait pour eux de façon régulière. Il a relaté au jury deux conversations qu'il aurait eues avec l'accusé pendant qu'ils travaillaient ensemble. Hamel aurait dit à Coulombe qu'il avait assisté au meurtre de «Coco» Roy par Michel «Jinx» Genest, dans un motel près de Beloeil, en avril 1985. Hamel aurait ajouté qu'il avait aidé Genest à se débarrasser du corps.

Hamel aurait encore raconté à Coulombe de quelle façon lui et Genest auraient «empaqueté» «Coco» Roy, au local des SS, un club affilié, à Pointe-aux-Trembles, avant de le jeter à l'eau, au bout du quai de Saint-Ignace de Loyola, en face de Sorel. Roy, selon Coulombe, avait assisté au meurtre de «Chopp» Adam, à Lennoxville, quelques semaines avant de mourir. Roy et Adam se connaissaient et avaient

déjà vécu ensemble, a déclaré Coulombe.

Me Sauvé a également rappelé le témoignage de la petite amie de Claude Roy. Celle-ci avait déclaré que Roy, quelques jours avant sa disparition, dormait avec un revolver sous son oreiller. La dernière fois que la jeune femme a vu Roy en vie, il était en compagnie de Michel Genest. Il se rendait à la chambre 103 du motel Idéal, à Saint-Bruno, où Genest l'avait convoqué. Après le départ de Roy, pendant la nuit, elle recut un appel téléphonique de Genest, lui disant que Roy avait été envoyé à Québec et l'invitant à se rendre au motel Idéal, où champagne, cocaïne et bain tourbillon l'attendaient, ce qu'elle refusa.

L'autre important témoin, Michel Blasse, a quant à lui rappelé une conversation qu'il avait eue avec Roy,

quelques jours avant sa mort, au salon du camping, à Montréal. Roy, nerveux, avait pleuré à cette occasion, a dit Blasse. Le détecteur Blasse a également dit avoir discuté avec Hamel, qui lui aurait dit: «J'étais là, moi, aussi, ce soir-là, avec Genest», lorsque Blasse s'est enquis du sort de Roy.

Me Sauvé a prévu que son confrère mettra en doute dans sa plaidoirie, la crédibilité de ses témoins, en particulier Coulombe: «Il est vrai que M. Coulombe n'a pas encombré le marché du travail ces dernières années», a-t-il lancé. Mais, a-t-il ajouté, Coulombe n'avait «pas le choix»: il savait sa vie menacée et craignait pour celle de sa famille. Il devait donc collaborer avec la police, a-t-il conclu.

Me Léo-René Maranda, qui s'est abstenu de présenter une défense, entamera sa plaidoirie ce matin.

Deux accusations de meurtre portées contre un des présumés auteurs du vol à la dynamite à Longueuil

PIERRE BELLEMARE

Deux accusations de meurtre ont été portées contre Rémi Cartier, l'un des trois présumés auteurs du vol à la dynamite perpétré au marché d'alimentation Maxi, à Longueuil, le 20 mai dernier.

Ces accusations de meurtre découleraient des révélations faites par

Claude Bouchard, âgé d'une vingtaine d'années et co-accusé du vol chez Maxi. Celui-ci, sous surveillance policière constante, s'est fait délateur après avoir admis sa culpabilité. La Cour lui a imposé une sentence de sept ans d'emprisonnement.

Le troisième accusé du vol chez Maxi, Nelson Pelletier, qui a également plaidé coupable devant le juge

Denis Dionne en octobre, devrait bientôt connaître sa sentence.

Quant au procès de Rémi Cartier pour le vol chez Maxi, qui doit être repris en raison du bref de prohibition accordé par le juge Durand, de la Cour supérieure, et visant à exclure le juge Dionne de cette cause, le juge Rhea Brunet l'a fixé au 9 janvier.

C'est l'avocat de la défense, Me

Michel Massicotte, qui a soumis la requête de bref de prohibition contre le juge Dionne, lui reprochant d'être partial dans le dossier de son client, le jeune Cartier. Me Massicotte a fait valoir notamment que le juge Dionne ne pouvait pas présider au procès de Cartier, après avoir entendu en octobre le plaidoyer de culpabilité d'un co-accusé, Nelson Pelletier.

Un messenger du Palais de justice de Montréal coupable de vol

YVES BOISVERT

Un messenger du Palais de justice de Montréal, trouvé coupable d'avoir volé deux dossiers criminels moyennant rémunération, a été condamné hier à purger 20 jours de prison.

M. Yvon Legaré, 30 ans, était à l'emploi du Palais de justice depuis 25 ans. Son travail consistait à transporter les dossiers judiciaires du tribunal au greffe de la Cour du Québec, chambre criminelle.

Le messenger a été arrêté le 9 mars. La police, qui avait des soupçons, lui avait tendu un piège. Une policière se faisant passer pour une civile, avait réussi à lui acheter deux dossiers pour la somme de \$150.

Hier, Me Jean-Pierre Major, de la Couronne, a recommandé une

longue période d'emprisonnement, compte tenu que M. Legaré a trois antécédents de vol de moins de \$1 000 et qu'il a volé son employeur, en l'occurrence le Palais de justice.

Cependant, le juge Luc Trudel, de la Cour du Québec, a tenu compte dans sa décision du rapport pré-sentenciel, qui fait état des problèmes affectifs de M. Legaré.

Le juge a noté la «gravité énorme» des manoeuvres de M. Legaré — qui lui ont d'ailleurs fait perdre son emploi. «On sait quelle difficulté nous avons à retracer les dossiers, si en plus un individu en fait le trafic...», a dit le juge, qui a par ailleurs souligné que tous les dossiers sont microfilmés.

Legaré passera donc 20 dimanches consécutifs — de 9h à 16h30 — derrière les barreaux. Le juge a assorti cette peine d'une ordonnance de probation de deux ans.

PRÊTS
commerciaux seulement
sans nantissement.
Rapid Finance Co. Ltd.
342-4488

BUFFET RAY — TRAITEUR
Service de buffet
froid pour toutes
occasions
Livraison
gratuite
762-9909

Pour que ça roule
CIE GBS
GENERAL
BEARING SERVICE INC.
Montréal: 937-7423 ou 744-2721
Laval: 668-5330
Rive-Sud: 679-2550

UNIVERSITÉ LAVAL
20^{ème} anniversaire
M.B.A. D.A.

Sous la présidence d'honneur de M. Charles Sirois, président du conseil et chef de la direction de BCE Mobile, la direction du programme du M.B.A. D.A. invite tous ses diplômés à participer aux activités organisées à l'occasion de son 20^{ème} anniversaire, les 7 et 8 décembre à l'Hôtel Loews le Concorde.
Au cours de ce colloque, le thème exploité sera: 1968-1988-2008: LA GESTION D'HIER, D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN: BILAN ET PERSPECTIVES. En cette occasion, les membres et organisateurs auront le plaisir d'accueillir parmi leurs conférenciers M. Alban D'Amours, premier vice-président — Planification, Communication, Marketing de la Confédération des Caisses Populaires et d'Economie Desjardins du Québec. La conférence de M. D'Amours s'intitulera: "Ayez de la vision!"
Venez fêter avec nous, nous vous attendons en grand nombre!
Pour réservation, confirmez votre présence au numéro de téléphone: 656-2926
Soirée 20^{ème}: \$25
Journée 20^{ème}: \$100



Pleins feux

Il y a à l'entrée d'un village voisin du mien, un monsieur qui doit aimer beaucoup Noël. Du moins les lumières de Noël. Son énorme bungalow est couvert d'autant d'ampoules que le dos d'un crapaud est couvert de pustules. La nuit blémit un mille à la ronde, la nuit a mal au coeur, la nuit vomit un million et demi de lumières et son dégueulis est rouge, jaune, vert et rose.

Dans certains villes et villages des états voisins du Vermont, du Mass aussi (les Berkshires entre autres), ce monsieur recevrait la visite du secrétaire de la municipalité qui le sommerait de mettre ses feux en veilleuse. En ces endroits, la loi fixe une limite au mauvais goût...

Les Noels y sont plus jolis, mais la liberté moins grande.

Dans certains pays, je pense à la Suisse, au Danemark, et à certaines provinces de France, la communauté s'autorisant d'une sensibilité plus que d'un règlement ferait pression plus ou moins discrètement... En ces endroits, la tradition qui sort des murs a force de loi.

Là aussi les Noels sont plus jolis que chez nous. Mais les jours ordinaires y sont aussi plus neurasthéniques.

Bref tout cela pour dire qu'on a bien de la chance de vivre au pays de toutes les libertés civiles. Y compris la liberté d'étaler sa connerie. Mais je vous le demande: est-il vraiment indispensable de l'illuminer?

Pensez-y en achetant vos lumières de Noël. Pensez-y, on dit une «lueur» d'espoir.

LES BOULETTES
Je suis allé souper samedi soir dans un de ces restaurants dont j'avais grand plaisir à vous parler il y a quelques années.

Le genre simple, bon, pas très couru, sympathique. Celui de samedi dernier, en plus, était tout à fait inattendu: suédois. On se demande pourquoi sur la rive du lac Brome... Et de fait c'était bien. Rien pour se rouler à terre mais bien. Honnête, copieux, savoureux, servi en souriant; bien je vous dis. Mais voilà qu'arrive l'addition: \$70 pour deux, \$80 tout compris.

C'est fou. Ça tient pas debout les prix des restaurants. Surtout les restaurants moyens. Ceux qui faisaient qu'on allait au restaurant souvent avant... Bon, on a mangé des boulettes de viande. Épicées à la suédoise tant qu'on voudra, c'était quand même rien que des boulettes avec une patate, mon vieux! Un ragoût finalement: \$8, \$10 dans le top. Pas \$22, même avec une entrée de jambon fumé, \$6,50 pour une minuscule entrée de harengs marinés, c'est bon du hareng je dis pas, mais pas au prix du saumon!

Il y a quelque chose de très improvisé dans la restauration en province. J'ai l'impression que les prix sont fixés n'importe comment, envoye donc \$22, sur l'inspiration du moment. Ça aurait pu être \$19 ou \$26...

Faire à manger est parfois un métier d'art, et alors c'est vrai que ça coûte très cher. L'art c'est cher... Mais faire des boulettes c'est pas de l'art. C'est une recette sympathique. T'en fais commerce gentiment mais tu fais pas payer comme si tu venais d'inventer le parfait de foies de canard aux pleurotes poelées...

LA SANTE
Une fois par année, au moins, je parle en bien de *L'Actualité* et de *Châtelaine*. Une fois par année je redis la superbe tenue de ces deux vieilles revues étonnamment jeunes d'écriture... Une fois par année et c'est aujourd'hui. Mais cette année, pas *L'Actualité*, je suis en crise après depuis le mois de mai.

Châtelaine d'abord. Numéro du mois de novembre. En éditorial, la rédactrice en chef (Martine Demange) pleure Mireille Simard une jeune journaliste de la revue (27 ans), morte récemment d'un cancer du sein... Texte de circonstance. Mais les quatre dernières lignes sont de pure bravoure: «qu'on me laisse dire aussi que l'acupuncteur de Québec qui lui avait promis de la guérir «en douceur» grâce à ses petites aiguilles et à ses petites tisanes porte en bonne partie la responsabilité de sa mort.

L'Actualité maintenant. Numéro de mai. Une super pub sur les centres de conditionnement et de santé déguisée en reportage. Les petits massages qui font du bien. Les petits gourous surtout férus d'immobilier qui, entre deux passes, soulagent de l'arthrite, du mal de dos. Du cancer du sein? Je ne sais pas. Mais ça doit mon vieux, ça doit. Tout est affaire d'énergie positive et d'harmonie...

Je suis en crise je vous dis.

LA TRICHE
Quand je termine de bonne heure le vendredi, j'aime bien *Droit de Parole*. J'aime bien Claire Lamarche. Le ton et le rythme qu'elle impose aux discussions. Les thèmes abordés. La pertinence des intervenants. Je crois une des meilleures émissions de la télé... Le seul truc qui me dérange, (dérange pas vraiment, disons qui me laisse indifférent), c'est le sondage qui sanctionne la discussion: 228 pour la maternité des adolescentes, 427 contre. So what? Cette comptabilité me semble nier l'intelligence même du débat, intelligent justement parce qu'il amène un doute dans nos certitudes. L'idéal serait finalement que le sondage affiche 843 indécis...

Et puis j'ai toujours pensé que c'était «paqueté» ce genre de truc. Mais il paraît que non, on m'assure que ce n'était jamais arrivé jusqu'ici. C'est arrivé pour la première fois le 25 novembre dernier...

La question que posait Claire Lamarche ce vendredi-là: «Faut-il couper les subventions à l'école privée?». Résultat du sondage à la fin de l'émission: 3 782 non, 252 oui.

Jamais depuis que *Droit de Parole* existe il n'y a eu autant de réponses. Une bonne soirée, c'est autour de 1 000 appels, oui et non ensemble. Le record absolu c'était 1 700 appels, un sujet politique pendant la campagne électorale.

Ce qui est arrivé le 25 novembre est très simple. Dans la semaine qui a précédé le débat, les écoles privées ont battu le rappel des parents de leurs élèves leur enjoignant de téléphoner, tel jour, telle heure, à Radio-Québec et de dire non. C'est ainsi qu'à la consternation des responsables de l'émission, après quelques minutes seulement, le premier relevé de sondage donnait 2 784 non et 24 oui!... Les téléphonistes ont eu des appels de gens qui disaient tout bonnement: «On a reçu une lettre pour nous demander de téléphoner à ce numéro-là, alors voilà on appelle, c'est non!...

Alors voilà mon vieux. Envoyez vos enfants à l'école privée. Un, ça ne coûte pas tellement plus cher que l'école publique grâce aux subventions de l'Etat. Et deux, en plus ils apprennent à gagner. En trichant un peu, mais bon c'est pas grave, l'important c'est de faire partie de l'élite, non?

PLACE MINTO
SUITE HOTEL

Votre suite à Ottawa
Au coeur de la Cité

Hôtel-suite Place Minto
Suites spacieuses et élégantes, au prix d'une chambre d'hôtel. Réductions pour longs séjours.

- Choix entre 418 suites de luxe
- Design dernier cri, cuisine, solarium
- Service hôtelier de haut de gamme
- Boutiques, restaurants, services
- Centre de conditionnement, piscine, stationnement intérieur.

Au coeur du centre-ville pour achats, spectacles et affaires.

Endroit:
à six rues de la colline parlementaire
187, rue Lyon, Ottawa, Ontario

Réservations
1-800-267-3377
Ottawa (613) 232-2200



PLUS DE 60% DÉJÀ VENDU



Regardez-y d'aussi près que vous voulez.

Une résidence dans la Phase VI du Sanctuaire du Mont-Royal est l'un des meilleurs investissements de l'heure.

Regardez d'abord la vue spectaculaire qu'offre la Phase VI maintenant en réalisation, le mode de vie du Sanctuaire, la grande superficie des résidences, le design et la qualité des finis... Puis regardez d'un peu plus près, lors d'une visite, tous les détails qui rendent chaque résidence si attrayante...

Vous ne vous trompez pas: 244 000\$ et + pour 2 ch. à coucher et 263 500\$ et + pour 3 ch. à coucher, c'est présentement l'un des meilleurs investissements. Et à l'heure actuelle, le choix est grand. Mais ne vous étonnez pas que les résidences de la Phase VI trouvent preneurs rapidement.

le sanctuaire
LE MODE DE VIE D'AUJOURD'HUI du mont-royal

PHASE VI EN RÉALISATION MAINTENANT EN VENTE
CONDOMINIUMS PRIVILÉGIÉS EN BORDURE OUEST D'OUTREMONT
BUREAU DE VENTE: 6100, CHEMIN DE ACON, MONTREAL (514) 738-6000
DE PRÉFÉRENCE SUR RENDEZ-VOUS.

2 CH. À COUCHER 244 000\$ +
3 CH. À COUCHER 263 500\$ +
PENTHOUSES 469 000\$ +

La décision de la FPJQ saperait la crédibilité du Conseil de presse

— La Fédération nationale des communications

CONRAD BERNIER

■ Refusant de dramatiser le refus de la Fédération des journalistes du Québec (FPJQ) de céder deux de ses sièges au Conseil de presse du Québec à la Fédération nationale des communications (FNC), Mme Louise Levesque, journaliste à Radio-Canada et secrétaire générale de la FNC, a déclaré, hier, à *La Presse*, que ce refus pourrait avoir, entre autres conséquences négatives, celle de saper la crédibilité du Conseil de presse.

Une opinion que ne partage toutefois pas Mme Micheline McNicholl, du Conseil de presse du Québec, qui rappelle que le CPQ existe depuis quinze ans et que la FPJQ a, dès le départ, largement contribué à bâtir sa crédibilité. Aussi soutient-elle qu'il faudra plus qu'un différend entre la FPJQ et la FNC pour entamer la crédibilité du CPQ.

Réunis en assemblée générale, dimanche, les membres de la FPJQ ont rejeté par 59 voix contre 29 la proposition de leur exécutif de céder, pour une période d'essai d'au moins de deux ans, deux des six places réservées aux journalistes au sein du Conseil de presse.

Mme Levesque ne cache pas que les membres de la FNC soient

decus. Le dossier n'est pas pour autant fermé. Parce que la FNC représente 1 500 des 2 000 journalistes québécois, elle veut s'impliquer dans tous les dossiers importants du métier et de l'information. D'où l'importance qu'elle donne à la présence de représentants au Conseil de presse du

Québec.

Mais si aucun accord n'était finalement possible entre la FPJQ et la FNC, celle-ci pourrait alors tout mettre en oeuvre pour obtenir des amendements au statut et aux règlements du CPQ, ou songer carrément à des alternatives.

Un sismographe en permanence au sud de Chicoutimi

Presse Canadienne
CHICOUTIMI

■ Un sismographe sera installé en permanence demain au sud de Chicoutimi, à l'endroit où se sont produits une douzaine de tremblements de terre, dont celui du 25 novembre de magnitude 6,2 à l'échelle de Richter. Il sera relié au réseau national du centre de sismologie de la Commission géologique du Canada à Ottawa.

Depuis les huit derniers jours, les scientifiques ont continué à faire une surveillance des lieux 24 heures sur 24; ils n'ont noté que des secousses mineures (moins de 1,5). Ils plieront bagages, en fin de semaine, si rien d'important n'a lieu d'ici là.

D'autres sismographes seront laissés sur place. Le géophysicien

cogne aux portes présentement dans l'espoir de trouver des fonds gouvernementaux ou autres qui permettront de prolonger la période d'enregistrement de relevés sismiques de la région.

Le dépouillement des derniers renseignements recueillis fait voir qu'autour de l'épicentre principal, il y a une vingtaine d'épicentres secondaires bien identifiés. Le sismologue Maurice Lamontagne a précisé hier qu'ils se trouvent à 20 et 25 kilomètres de profondeur. C'est plutôt rassurant à cet égard, dit-il. Les secousses se sont ainsi éteintes plus rapidement.

Au cours des derniers jours, les Forces armées canadiennes, à Bagotville, à la demande des scientifiques, ont mis à leur disposition des hélicoptères pour atteindre les lieux de la réserve faunique des Laurentides difficiles d'accès.

Dépotoirs: le député Parent pointe du doigt Goodyear et Firestone

PIERRE BELLEMARE

■ «On déverse dans les dépotoirs québécois plus de quatre millions de pneus par année; ça n'a plus aucun sens», déclare M. Jean-Guy Parent, député péquiste de Bertrand.

Il ajoute aussitôt: «Selon mon enquête, les compagnies Goodyear de Valleyfield et Firestone de Joliette acheminent chacune dans les dépotoirs deux conteneurs de pneus par jour, des pneus qui ont des défauts de fabrication. Et, pour être bien sûres que les pneus ne seront pas réutilisés, ces compagnies s'arrangent pour faire de longues entailles aux semelles, à l'aide de couteaux».

Présent hier à la conférence

de presse donnée par les députés péquistes de la Montérégie dans le bureau de Mme Cécile Vermette, représentante de la circonscription Marie-Victorin, M. Parent estime que le gouvernement québécois devrait adopter une politique ferme pour empêcher ces compagnies de «polluer notre environnement avec du matériel présentant des vices de fabrication».

«Laxisme» du ministre

Le député de Bertrand estime que Goodyear, sur les 20 000 pneus qu'elle fabrique par jour, en envoie environ 800 vers les dépotoirs. «Du côté de Firestone, le nombre des pneus mal fabriqués se situe entre 600 et 700 par jour», soutient M. Parent.

Selon ses calculs, ces deux

seules compagnies «infesteraient» les dépotoirs de centaines de milliers de pneus par année. M. Parent souhaite que le Québec adopte une politique semblable à celle de certains États américains, où les fabricants de pneus, par exemple, sont obligés de brûler le matériel comportant des vices de fabrication.

«Le ministre de l'Environnement, M. Clifford Lincoln, vient d'octroyer une subvention de \$5 millions à la compagnie Animat pour disposer des pneus de Saint-Amable. Ce cimetière de pneus, une véritable menace pour l'environnement, sera donc éliminé avec l'argent des contribuables. Que fait-on de la politique du pollueur-payeur?» s'interroge M. Parent.

Maurice Alarie cité à son procès

■ Maurice Alarie a été cité à son procès, hier, sous une accusation de triple meurtre au terme de son enquête préliminaire au Palais de justice de Saint-Jérôme.

M. Alarie devra revenir devant le tribunal à l'ouverture des Assises, le 9 janvier, pour connaître la

date de son procès relativement aux meurtres au deuxième degré de Joko Cic, Denis Pépin et Georges Andrew Griffith. Cette tragédie est survenue le 11 juin dernier au lave-auto de l'inculpé à Sainte-Agathe Sud.

À la demande de l'avocat de la défense, Me Paul Gélinas, une

ordonnance de non publication des témoignages rendus à l'enquête préliminaire de ce résident de Val David, a été décrétee.

L'une des personnes appelées à la barre par la Couronne, représentée par Me François Brière, a été le seul témoin du drame.

L'AVENTURE à Place Bonaventure

DES IDEES-CADEAUX POUR NOËL... A S'EN METTRE PLEIN LA VUE!

Place Bonaventure, la plus imposante Galerie des Boutiques de Montréal, vous offre le choix le plus varié et le plus emballant d'articles-cadeaux.

Vous êtes assurés de trouver les cadeaux que vous recherchez dans nos 125 boutiques et magasins regorgeant de spéciaux pour le temps des fêtes. Les petites surprises du bas de Noël, les vêtements les plus en vogue, les idées-cadeaux les plus inusitées... tout ça et plus à la Place Bonaventure.

DU PLAISIR POUR TOUTE LA FAMILLE!

Ne manquez pas d'emmener vos enfants afin qu'ils puissent rencontrer le Père Noël, la Fée des Étoiles et des clowns enjoués. Les samedis 10 et 17 décembre de 12:00 heures à 18:00 heures.

Venez entendre deux des plus beaux chœurs de Montréal dont les chanteurs de la Gamme d'Or (samedi le 17 décembre de 13:00 heures à 14:00 heures) et le magnifique chœur Nabucco (mercredi le 21 décembre de 17:00 heures à 18:00 heures).

Le jeudi 8 décembre, l'Institut Culturel Hellénique vous feront découvrir un Noël Grec par de la musique, de la danse et du folklore grec et en vous faisant déguster les pâtisseries traditionnelles de ce pays.

N'oubliez pas de visiter le Salon des Métiers d'Art du Québec qui se tient dans le Hall d'Exposition jusqu'au 18 décembre. Entrée libre.

Partez à l'aventure!

OFFRE SPÉCIALE sur ces deux titres:



Microsilicon ou cassette \$ 7.97, disque compact \$ 17.97 sur présentation de ce coupon. Quantité limitée. Un coupon par client.

Valable du 6 au 10 décembre 1988 à la Place Bonaventure seulement.

discus

COMPLÉMENTÉ® SEGA®

Système de jeu vidéo interactif avec pistolet Light Phaser et cartouche Combo mega

Comprenant une cartouche révolutionnaire possédant une mémoire de 1048K (1 meg) et 2 jeux à haute résolution "Hang-On" et "Safari Hunt".

168⁸⁸

Offre Spéciale: À l'achat de chaque cartouche avec le système Sega épargnez \$5.00 et jusqu'à un maximum de \$25.00

Épargnez \$25.00	Épargnez	Prix de Vente Système
Achiez 1 cartouche	\$5.00	\$163.88
Achiez 2 cartouches	\$10.00	\$158.88
Achiez 3 cartouches	\$15.00	\$153.88
Achiez 4 cartouches	\$20.00	\$148.88
Achiez 5 cartouches	\$25.00	\$143.88

La Pause A.L.

Goûtez nos cappuccino, espresso, café au lait, et café filtre; savourez de délicieux moments.



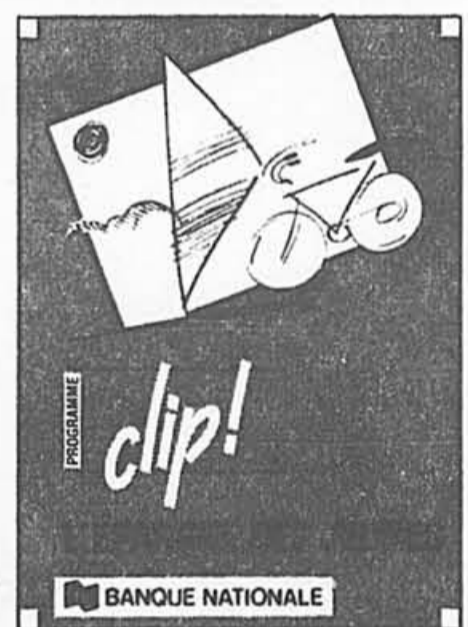
Le plus *fin* des restos



Consultez notre technicienne pour un "Sarandol Reflets"

Plus de 50 salons au Québec

VISA OUVERT LE LUNDI



BANQUE NATIONALE

ALLEZ-Y TOUT DE GAUFRES!

BEL-GAUFRE
...ça est bon savez-vous

SPECIALITÉS DE GAUFRES ET CAFÉS
Place Bonaventure, hall sud

FONDS



Dans le bas de Noël cette année, pourquoi ne pas offrir l'un des cinq fonds d'investissement de la Banque de Montréal?

Pour plus de renseignements, venez rencontrer Mme Andrée Lecavalier à la succursale de la Place Bonaventure.

Banque de Montréal



UNE TOUTE NOUVELLE FAÇON DE DIRE BRASSERIE
SPÉCIAL DU JOUR À PARTIR DE 3,95\$
BIÈRE À PRESSION

astral PHOTO

Votre Image de Prestige

AGRANDISSEMENTS COULEUR

49¢

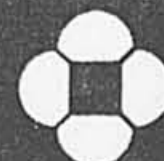
En allant chercher vos photos à notre prix ordinaire, vous recevrez un coupon pour un 8x10 ou deux 5x7 ou six 4x6, au choix, pour 49¢.

Disc et film avec développement compris non éligible. Procédé C-41 seulement.

878-4378

astralab DEVELOPPEMENT COULEUR SUR PLACE

Plus de 125 Magasins et Boutiques



Place Bonaventure
Galerie des Boutiques

T Ê T E S D ' A F F I C H E

Guy Pinard



Roger Charbonneau, président des Laboratoires Anglo-French, et président du conseil d'administration de la Banque Nationale de Paris (Canada), de Gaz Métropolitain Inc., de l'Institut de recherches politiques, de Novoco Inc. et des Grands Ballets Canadiens, est le premier lauréat du Prix Gala du Commerce. Ce prix est remis annuellement à un diplômé de l'École des hautes études commerciales qui s'est tout particulièrement distingué.

Les Programmes d'échanges d'étudiants internationaux offrent aux jeunes du niveau secondaire l'opportunité de passer une année scolaire ou un été dans un des nombreux pays participant au programme ASSE (Allemagne, France, Suisse, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, États-Unis, etc.). Renseignements: **Jewell Noakes**, au 483-2343.

Pierre Péladeau, président de Québecor, a accepté la présidence d'honneur de l'Opération Nez rouge pour la région de Montréal. Cette opération sera en marche du 15 au 24 décembre, puis les 30 et 31 décembre. Renseignements: 281-8122.

Marcelle Ferron a conçu les trois verrières de la nouvelle école Notre-Dame-de-Fatima de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Didier Pennou, du Service des ventes du journal, à *La Presse*, remercie la millier de donateurs qui ont accepté les titres de *La Presse* pendant la période de la levée de fond de l'UNICEF.

Le gastronome **Gérard Delage** assistait récemment au 5^e gala gastronomique du beaujo-

lais nouveau de l'hôtel Sheraton Laval, une initiative du propriétaire **Michel Fournelle**. Parmi les invités, on remarquait la présence de **Pierre Brodeur**, président par intérim et directeur général de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, et de **Louis-Paul Allard**.

Marcel Couture et **Michel Pelletier**, respectivement éditeur, et éditeur adjoint et directeur général de la revue *Forces*, présideront le lancement d'un numéro intitulé *Les créateurs: forces vives de notre société*, ce midi au 5142, boulevard Saint-Laurent.

Francine Montpetit, éditeur des Éditions de l'Homme, procédera au lancement de *Les pâtes* et *Le livre du café*, de **Julien Letellier**, cet après-midi à 17h, au 955, rue Amherst.

George Hibon, président du directoire de S.T. Dupont (Paris), et **Yves Dagenais-Pérusse**, directeur de S.T. Dupont (Canada), remettront le Grand Prix de l'écriture S.T. Dupont à **Gratien Gélinas** aujourd'hui à 17h, à l'hôtel Ritz-Carlton.

Le Carrefour Art & Art procédera mardi à 18h, au 1270, avenue Bernard, au vernissage d'une exposition collective proposant des oeuvres de **Françoise Barraud**, **Michèle Brosseau**, **Paul Cloutier**, **Dapila**, **Violaine Poirier**, **Christiane Roy**, **Carmen Rodrigue** et **St-Denis**. Renseignements: 499-9535.

La chorale de l'UQAM, dirigée par **Miklos Takacs**, célébrera son 10^e anniversaire de fondation ce soir à 18h, 19h et 20h, par un marathon de chant présenté au pavillon Judith-Jasmin. Renseignements: 282-4330.

*Deux événements à signaler, ce soir à 18h 30. L'ouverture officielle du Commerce international des arts de la scène (ou C-INARS) aura lieu à la Place des Arts, en présence d'**Uriel G.**

Luft et d'**Alain Paré**, respectivement président et vice-président et directeur général de C-INARS. — **Jacqueline Epitoux** parlera du style de l'icône russe au 3200, rue Jean-Brillant, à l'invitation de la section d'études russes du Département d'études anciennes et modernes de l'Université de Montréal. Renseignements: 343-6222.

L'adolescence, difficile pour les enfants ou pour les parents? Tel est le thème d'une soirée-atelier organisée par la Commission scolaire régionale de Chambly et présentée ce soir à 19h, au 7445, chemin de Chambly, à Saint-Hubert. Le **D^r Michel Lemay**, pédo-psychiatre à l'hôpital Sainte-Justine, prononcera la conférence d'ouverture. À la même heure, au 3877, rue Saint-Denis, aura lieu le vernissage des oeuvres de **Claudine Emond** et de **Michel Terroux**. Renseignements: 843-8752.



Paul Lancôt, un communicateur qui était à l'emploi du palais des congrès depuis son ouverture en 1983, occupe désormais le poste d'agent d'information à la Commission scolaire Sainte-Croix.

Claude Sirois, pdg de BCE Mobile, a accepté la présidence d'honneur d'une rencontre de deux jours organisée pour souligner le 20^e anniversaire du programme de maîtrise en administration des affaires de l'Université Laval. Une soirée de retrouvailles aura lieu demain suivie d'un colloque le lendemain, à l'hôtel Loews Le Concorde de Québec. Renseignements: (418) 656-2926.

Yvon Robert sera l'invité des Associés bénévoles qualifiés au service des jeunes demain à 9h, à l'arrière du 39, boulevard Gouin ouest. Renseignements: 331-2599.



Un félin très rare

Notre collègue **Bernard Brault** visitait l'Exposition de chat à la Place Bonaventure au cours du week-end, et il s'est laissé attendrir par un félin rarissime, l'ocicat, dont le nom n'apparaît même pas dans le dictionnaire encyclopédique *Larousse* en 10 volumes. Ce félin proche de l'ocelot pose en compagnie de son maître, **Bruce Calderwood**, de Toronto.

Georges Villedary, directeur général de l'hôtel Le Reine Elizabeth, sera l'hôte demain midi d'une réception organisée pour marquer l'inauguration de la quinzième gastronomique *Un crocodile au Beaver Club*, mettant en vedette la cuisine d'**Emile Jung**, chef et propriétaire du restaurant Le Crocodile, de Strasbourg, en France. Ce festival se poursuivra jusqu'au 24 décembre inclusivement.

C'est demain à 12h 30 que le Salon des métiers d'art du Qué-

bec décernera le Prix Jean-Marie-Gauvreau-Molson. Le jury était présidé par **Claude Blanchet**, pdg du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, et il comprenait également les journalistes **Gérard-Marie Boivin**, **Claude Charron** et **Andréanne Lafond**, ainsi que le céramiste **Alain-Marie Tremblay**.

De nombreuses personnalités ont répondu à l'invitation de **Fred Matalanis**, président de La galerie danoise inc., et assisteront à l'inauguration de la troi-

sième succursale de l'entreprise demain à 18h, à Brossard. La liste comprend notamment les ambassadeurs **Bjoern H. Olsen**, du Danemark, **Ola Ullsten**, de Suède, **Jan E. Nyheim**, de Norvège, **Jaakko Blomberg**, de Finlande, et le comte **Jean François de Liedekerke**, de Belgique, **Lise Bacon**, vice-première ministre et ministre des Affaires culturelles du Québec, le maire **Georgette Lepage**, de Brossard, et le chanteur **Alain Barrière**.

L'Association pour le développement des arts visuels à Montréal, présidée par **Elizabeth Dupond**, et le Service des loisirs et du développement communautaire de la Ville de Montréal seront les hôtes du dévoilement de la murale *Perception de demain* demain à 19h, au complexe sportif Claude-Robillard. À la même heure, la galerie Michel-Ange procédera au vernissage de l'exposition *Petits formats*, qui regroupe les oeuvres de plus de 70 peintres, de **Luc Archambault** à **J.E. Windish**, en passant par **Stanley Cosgrove**, **Marc-Aurèle Fortin**, **Cornelius Krieghoff**, **Ozias Leduc**, **M.A. Suzor-Côté** et plusieurs autres. Renseignements: 875-8281.

Juliette Morin, présidente du groupe d'entraide «Parents et amis du bien-être mental du sud-ouest de Montréal», invite la population à une séance d'information publique qui demain à 19h 30, au 6875, boulevard LaSalle. Renseignements: 767-2492.

Toutes les religions se valent-elles? Telle est la question à laquelle **Robert Vachon** tentera de répondre devant les invités du Centre d'information sur les nouvelles religions demain à 19h 30, au 8010, rue Saint-Denis. Renseignements: 382-9641.

À JEUDI

Nous symbolisons les services financiers de l'avenir.

Nous sommes la Mutuelle du Canada et bien plus encore.

Notre première vocation a été l'assurance-vie. Depuis, nous avons progressivement élargi le champ de nos activités pour répondre aux besoins évolutifs de nos clients. Nous sommes maintenant un groupe de compagnies offrant une vaste gamme de produits et de services financiers: fonds d'investissement, produits d'épargne, hypothèques, services de fiducie, placements immobiliers, régimes de pension et bien d'autres encore.

Pour mieux exprimer notre nouvelle identité, nous avons choisi un nouveau nom: Groupe La Mutuelle.

Et si nous avons donné un visage humain à notre nouveau symbole, ce n'est pas sans raison. En effet, 119 ans de relations personnalisées avec nos clients nous ont appris que si les chiffres sont importants, c'est l'être humain qui compte.

Héritier de cette tradition et diversifié dans ses compétences en prévision d'une économie de plus en plus complexe, le Groupe La Mutuelle, c'est le profil de l'avenir.



Groupe La Mutuelle

CANADA: La Mutuelle du Canada; Mutuelle Diversico Ltée; Planification Financière Mutuelle, Limitée; Mutuelle Investco Inc.; Les Conseillers en placements Mu-Cana, Ltée; MLC Oil and Gas Ltd.; Société de fiducie Mutuelle; RDC Property Services Limited; Kingwell Securities Ltd.; ÉTATS-UNIS: Mutual of Canada Financial Corporation; Association Life Insurance Company Inc.; Western States Life Insurance Company; Mutual of Canada Services Corporation.



Groupe La Mutuelle

Le profil de l'avenir

Hans Marotte, un colosse timide aux convictions indépendantistes

CONRAD BERNIER

Hans Marotte a vingt ans, mesure six pieds et deux pouces, pèse 200 livres, dix livres de plus que son « poids idéal ». Il excelle au baseball comme premier-but, au football comme bloqueur; il a pendant quatre ans passionnément pratiqué la boxe; il se tape occasionnellement de longues randonnées à vélo, conduit son auto avec maestria, adore cuisiner, inventer des recettes, et, comme son paternel, bricole dans la mécanique automobile et répare lui-même son auto.

Ce fils de médecin aime les animaux, tous les animaux, garde deux chats « fripouilles, boudhistes, roublards, métaphysiciens, princiers, en bref, le *nec plus ultra* de la félinité ». Hans Marotte ne fume pas, ne boit aucun alcool. Et s'il adore manger, il ne se bourre jamais. Il avoue, cependant, qu'il a toujours faim. « Ça a sans doute un petit quelque chose à voir avec les dimensions de la chambre à combustion », explique-t-il en souriant. Ses plats préférés: le gigot d'agneau et le ragout de pattes, que sa mère réussit « génialement ».

Et, toutes les femmes qui l'abordent, systématiquement, lui demandent s'il est « un parent de Carl Marotte », alias Pierre Lambert. Ben oui! Leurs deux pères sont frères. Lui, ça ne lui fait ni chaud ni froid!

Hans Marotte parle le français et l'anglais, pratique l'espagnol — sa mère, une Québécoise, parle couramment ces trois langues-là — étudie depuis septembre les

sciences politiques à l'Université de Montréal. Parallèlement à ses études et à ses activités culturelles et sportives, il collabore à *L'Aut journal*, donne des conférences dans les cégeps. Il a, bien sûr, une « blonde ». Il s'identifie résolument comme Québécois et indépendantiste.

Il a trois prénoms, choisis par son père: Hans, Ernest, Christian. Hans Marotte n'en rejette aucun. Et cela simplement parce que chacun de ces prénoms, pour son père, sont trois rappels: Hans, en souvenir d'amis allemands et de formidables voyages en Allemagne en compagnie de deux collègues alors qu'il était jeune médecin; Ernest, en l'honneur de Ernesto Che Guevara, ce compagnon de combat de Fidel Castro, idolâtré aux quatre coins du monde par des centaines de millions de jeunes et de moins jeunes dans les années 60, mort dans la torture, et dont plus personne ne parle aujourd'hui; Christian, en l'honneur du chirurgien Christian Barnard. Le Québécois Hans Ernest Christian Marotte est né à Montréal, en 1968, le jour même où le docteur Christian Barnard réussissait la première greffe d'un cœur humain. Hans, en français, c'est Jean.

Hans Marotte subira son procès au début de 1989 pour répondre à 40 accusations de méfaits et à 40 accusations de complot pour commettre des méfaits. Toute l'affaire, à ce moment-ci et jusqu'à la fin du procès, est *sub judice*. Hans Marotte ne peut donc point en parler. Cela ne lui interdit toutefois pas de parler de son

arrestation, des perquisitions et filatures policières dont il a fait l'objet. Il en parle d'ailleurs sans agressivité, absolument sans gêne, avec humour. « Quand j'ai aperçu le gang de l'antigang se foutre la trogne dans le réfrigérateur et le four micro-ondes à la recherche d'éléments de preuve, dit-il, j'ai trouvé ça rigolo. Puis il y a de ces gars-là, surtout ceux qui jouent les durs, qui ratent de ces carrières cinématographiques! Je me suis même surpris à leur souhaiter une retraite anticipée pour qu'ils ne privent pas le cinéma mondial de tant de talent! »

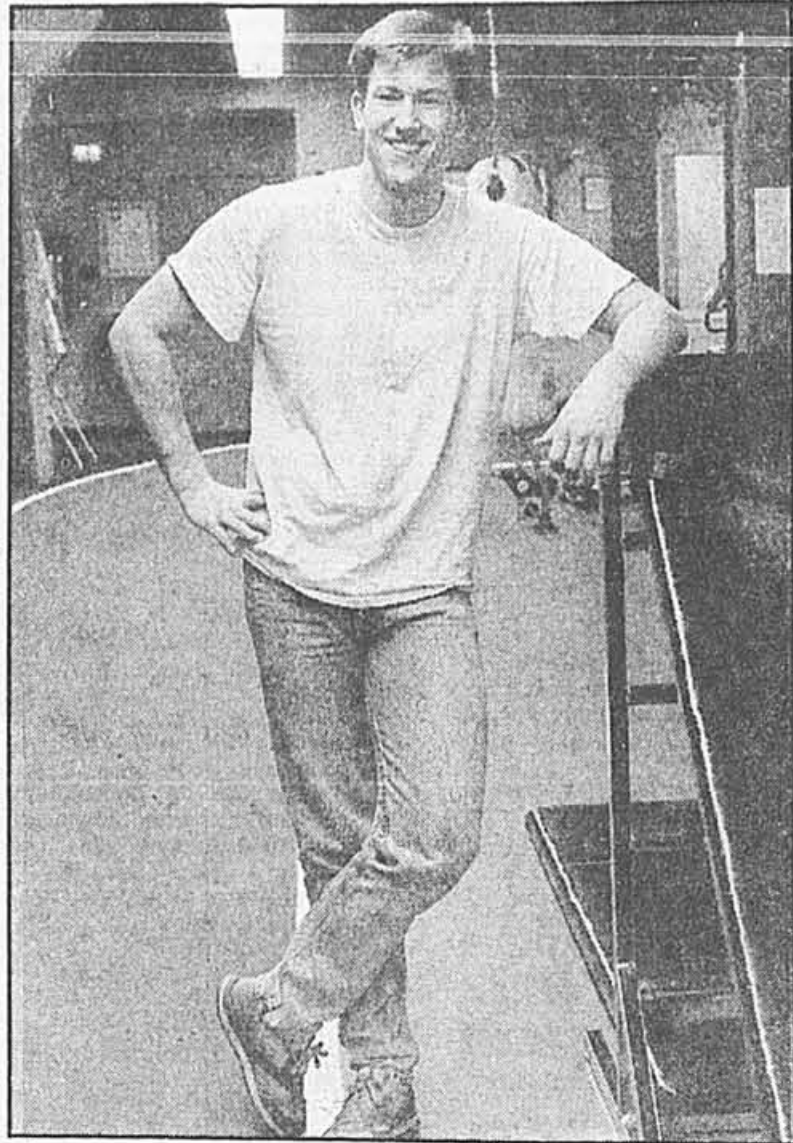
Quoi qu'il en soit, Hans Marotte, un timide, qui a déjà pu vérifier que « la timidité, ainsi que l'a écrit Montherlant dans *Les bestiaires*, enrichit la vie de nuances que trop d'audace et de facilité suppriment », n'est pas pour autant un solitaire indécrottable. Pas du tout! Il aime les contacts humains enrichissants, les échanges, même avec des adversaires. Timide, mais pas trouillard! Jamais. Même lorsque le gang de l'antigang lui colle aux fesses.

Depuis le début de « l'affaire », Hans Marotte, fort en demande dans les cégeps et dans toutes sortes de groupes, souhaiterait avoir le don d'ubiquité. C'est toutefois sans vanité et sans illusions qu'il accepte toutes les invitations. Partout, toujours, il dit ce qu'il croit devoir dire. De toute façon, il pose tout autant de questions qu'il donne de réponses. Et Hans Marotte, conformément à l'enseignement paternel, sait écouter.

Ce qu'il veut de toutes ses forces, il ne s'en cache pas, « c'est un pays ». Et ce pays, ça ne peut pas

en être un autre que le Québec. Au cours de voyages à l'étranger, comme membre d'équipes sportives canadiennes, il s'est toujours senti marginalisé, sans identité véritable, carrément malheureux. « Je ne me sentais pas bien dans ma peau, à aucun niveau, avec ce gilet canadien sur le dos », dit-il.

Qu'il parle de son arrestation, des perquisitions policières, de la mise en accusation, du procès à venir, des coups-de-sac de la politique, de « Robert Bourassa, l'endormeur sans vision », du référendum raté, des problèmes linguistiques, Hans Marotte ne s'emporte jamais. Un sang-froid total, absolu, incassable. Pourtant, il est capable de s'émouvoir. Quand il parle de Robert Lemieux, son avocat, de *Nègres blancs d'Amérique* de Pierre Vallières, de Pierre Bourgault, de Richard Séguin, son chanteur préféré, parce que « démaquillé, sain, propre, pur », de Paul Piché, de Denys Arcand et de son film *Le confort et l'indifférence*, de Claude Fournier et des *Tisserands du pouvoir*, du docteur Béthune, d'Alphonse Desjardins, des sans-abri, des chômeurs et de « l'irremplaçable beauté du monde animal », on le sent convaincu, ému, souffrant. Il termine l'entrevue par un aveu qu'il suggère comme un titre possible à cet article: « Je ne me sentirai parfaitement bien dans ma peau que lorsque j'aurai un vrai pays! » Il rempoche *Un génocide en douce* de Pierre Vadeboncoeur. « Si on avait lu sérieusement les ouvrages de Vadeboncoeur, lui a-t-on dit récemment, le Québec francophone aurait gagné le référendum... » Il veut vérifier.



« Eh oui! Hans Marotte est le cousin de Carl, alias Pierre Lambert. Et ça lui est bien égal. »

PHOTO ARMAND TROTTER, La Presse

Panique dans un lycée: 50 adolescents tués

Agence France-Presse
YAOUNDÉ

Au moins 50 adolescents ont été tués et 147 autres blessés avant-hier matin à la suite d'un mouvement de panique qui s'est déclenché dans l'institut Monthe, a-t-on appris de bonne source à l'hôpital général de Yaoundé.

Selon des témoignages recueillis sur place, la panique aurait été provoquée par la chute de planches et de parpaings d'un échafaudage dressé contre les murs de l'institut privé Jean Monthe.

Bon nombre d'élèves, persuadés que l'établissement s'écroulait, se sont alors précipités vers l'unique porte de sortie, se piétinant dans la cage d'escalier, tandis que d'autres n'hésitaient pas à sauter par les fenêtres.

Les corps des jeunes victimes, filles et garçons, ont été déposés à même le sol autour de la chapelle de l'hôpital, la plupart des victimes à moitié dénudées, une simple étiquette collée sur le torse après leur identification.

« J'ai entendu un bruit violent, quelque un a crié: « Le collège s'écroule ». Alors tout le monde est sorti en courant », raconte un jeune élève d'une quinzaine d'années, encore choqué et tremblant d'émotion, quelques minutes après la

panique mortelle qu'a connu l'établissement Jean Monthe de Yaoundé.

« Je viens de voir emmener mon camarade, mort étouffé dans la bousculade », ajoute-t-il, incapable de quitter les lieux du drame. Accourus de toute la ville, des parents affolés et en pleurs tentent de se frayer un passage dans la foule et d'apercevoir à travers les vitres des ambulances les visages des victimes évacuées.

Par moment, une femme qui vient de réaliser que son enfant est mort, éclate en sanglots déchirants, et les badauds s'écartent pour la laisser repartir accompagnée des premiers vous-vous funèbres.

« Quand on a vu que les autres s'écrasaient en bas de l'escalier, on est remonté pour sortir par les fenêtres et descendre par l'échafaudage. Il y en a qui ont carrément sauté du deuxième étage », raconte un autre collégien, dont l'uniforme vert à moitié déchiré témoigne de la violence de la bousculade.

Certains ont cependant gardé leur calme. Un professeur relate ainsi: « J'ai entendu un piétinement, je suis sorti dans le couloir, et quand j'ai vu des élèves courir dans tous les sens, je suis rentré en classe et j'ai empêché mes enfants d'en sortir ».

L'équipage de la navette Atlantis déploie le satellite-espion Lacrosse

Associated Press
CAP CANAVERAL, Floride

L'équipage militaire de la navette américaine Atlantis a déployé hier le satellite-espion « Lacrosse », qui constituait, semble-

Accusé d'avoir assommé les chats de sa logeuse, il risque d'écoper la prison

Presse Canadienne
QUÉBEC

Soupçonné d'avoir assommé et essayé de faire griller la moitié des chats de sa logeuse, un citoyen de Portneuf-Station, près de Québec, a passé la fin de semaine en cellule et a été accusé, hier, de cruauté envers les animaux, un délit pour lequel il risque d'écoper six mois de prison et \$2000 d'amende s'il est trouvé coupable.

Roger Bourgeois, âgé de 30 ans, a clamé son innocence, hier, quand il a été amené, menotté, devant un juge de la Cour du Québec, chambre criminelle. L'affaire reviendra devant le tribunal, le 19 décembre, pour la divulgation de la preuve.

La couronne a demandé que l'homme s'abstienne de rencontrer ou de communiquer avec Berthe Lambert-Marcotte, chez qui il logeait. Une condition cor-

re, l'objectif principal de cette mission ultra-secrète, apprenait-on hier de bonnes sources.

Ce satellite, d'une valeur de \$500 millions, est chargé de recueillir des informations d'une grande précision — quelles que

rigée, après le lapsus de l'avocat qui avait d'abord exigé qu'il ne communique pas avec... sa victime.

Roger Bourgeois a été arrêté, samedi midi, par les policiers de la Sûreté du Québec. Ceux-ci ont trouvé, dans un baril, à l'arrière de la maison de la rue Saint-Louis, une dizaine de chats dont deux remuaient encore.

L'accusé aurait expliqué que sa logeuse, qui gardait une vingtaine de chats, lui avait demandé de se débarrasser d'une partie d'entre eux. Disant ne pas avoir les moyens de payer pour les faire « piéquer » (\$10 à la Société protectrice des animaux et \$25 chez un vétérinaire), l'homme a décidé de les exécuter lui-même.

Il aurait raconté en avoir assommé une dizaine à coups de marteau, de les avoir jetés dans un baril où il avait disposé du papier, puis de les avoir arrosés avec un diluant à peinture avant de mettre le feu.

soient les conditions météorologiques — sur les cibles militaires du bloc de l'Est. Il devrait également permettre aux agences de renseignements américaines de s'assurer que les Soviétiques se conforment aux traités de contrôle des armements, a-t-on appris de ces mêmes sources, qui ont requis l'anonymat.

Selon ces informations, le satellite fonctionne parfaitement et sa course devrait couvrir quelque 80 pour cent du territoire soviétique.

Les cinq astronautes, quant à eux, ont entamé hier leur quatrième journée dans l'espace en se faisant réveiller aux accents de la mélodie thème de « Star Wars » et d'une version quelque peu modifiée du succès des Beatles « Do You Want To Know A Secret » qui se moquait un peu de la nature secrète de la mission.

Cette parodie, oeuvre de Mike Cahill, producteur de radio de Houston, a été diffusée à l'intention des cinq astronautes depuis le centre spatial Johnson, à Houston, dans le cadre du « réveil » traditionnellement humoristique des équipages de navettes.

La NASA s'est refusée à publier les paroles modifiées de la chanson des Beatles, mais Cahill a consenti à en faire entendre un enregistrement à un journaliste. Il se termine par ces mots: « Pourquoi nous sommes en orbite demeure un mystère, et personne ne le sait sauf le DOD (ministère de la Défense); nous aimerions vous en dire plus, mais nous ne pouvons nous permettre de trahir un secret... ».

Une Française enfante après l'ablation de ses ovaires

Agence France-Presse
GRENOBLE, France

Une Française de 37 ans, sur laquelle on avait pratiqué un prélèvement d'ovule avant l'ablation de ses deux ovaires, a donné naissance lundi à Grenoble (sud-est de la France) à un bébé de 2,9 kg, a-t-on appris de source médicale.

Cette opération est une première mondiale pratiquée à l'hôpital Sud, dans le service du professeur Claude Racinet, assisté par Bernard Sele et Nicole Guenard, précise-t-on de même source.

La jeune femme, dont seul le prénom, Aline, est révélé, avait souffert d'une infection gynécologique nécessitant l'ablation de ses deux ovaires à quelques mois d'intervalle. En mai 1987, lors de l'ablation du second ovaire, les médecins avaient prélevé des ovules et procédé à la fécondation in-vitro avec le sperme de son mari.

L'embryon avait alors été congelé. En mai 1988, il avait été placé dans l'utérus de la jeune femme. Après une grossesse sans histoire, elle a donné naissance, lundi à 14h40, à une petite fille prénommée Laure.

Uniquement chez Holt Renfrew.

Sherbrooke et de la Montagne

Rockland

Fairview, Pointe-Claire

Place Ville-Marie

ETERNITY

Calvin Klein



POUR BIEN PLANIFIER SA RETRAITE,
Gisèle a du pif!

Gisèle voit clair.
Depuis quelques années, elle réalise d'importantes économies d'impôt, tout en planifiant avec soin sa retraite. Elle a magasiné et compris que le REER du Fonds de solidarité (FTQ) lui offre un bon rendement, en plus de lui procurer des économies d'impôt qui totalisent, en moyenne, 80 % du montant investi.

UNE RÉDUCTION D'IMPÔT (en moyenne)
-80%
REER + 40%

COMME DES DIZAINES DE MILLIERS D'ÉPARGNANTS... AYEZ DU PIF!
Adhérez maintenant au REER créateur d'emplois du Fonds de solidarité (FTQ), ouvert à tous les épargnants.
Appelez-nous dès aujourd'hui!
Montréal (514) 285-1100
Québec (418) 622-3258
Extérieur 1-800-361-7111 (sans frais)

SON REER:

LE **FONDS** DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)

LE FONDS Créateur d'EMPLOIS

Cette annonce ne constitue pas une offre publique de valeurs. Vous obtiendrez toutes les informations requises dans le document d'information du Fonds.

Le télévangéliste Jim Bakker inculpé de fraudes

Agence France-Presse

CHARLOTTE, Caroline du Nord

■ Le télévangéliste américain déchu Jim Bakker a été inculpé hier de fraudes et d'association de malfaiteurs, 21 mois après avoir perdu son empire « religieux » PTL.

Une chambre d'accusation (grand jury) de Charlotte, en Caroline du Nord, a inculpé l'ancien prédicateur, vedette de la télévision, avec son principal collaborateur, Richard Dortch, pour avoir vendu au public des parts d'un futur domaine « Heritage USA », dont seule une embryon a finalement été bâti en Caroline du Nord. Une partie des \$158 millions US recueillis, ont servi, selon l'accusation, aux fins personnelles des deux accusés.

Ces derniers doivent comparaître le 15 décembre et risquent chacun cinq ans de prison et une amende de \$250 000 US.

Jim Bakker avait dû démission-



Le télévangéliste Jim Bakker.

ner de son poste de prédicateur télévisé de PTL (Praise The Lord) en mars 1987, après les déclara-

tions d'une secrétaire, Jessica Hahn, l'accusant d'avoir eu des rapports sexuels avec elle en 1980 et de lui avoir remis de l'argent pour la faire taire.

Selon une interview à paraître dans le numéro de janvier de Penthouse, un autre prédicateur déchu, John Fletcher, a reconnu avoir organisé la « rencontre » avec Jessica Hahn — qui a depuis posé nue dans Playboy —, et a déclaré avoir été le « prostitué mâle de Jim Bakker ».

La femme de Jim Bakker, Tammy, qui faisait également l'objet de l'enquête, n'a finalement pas été inculpée. En revanche, David Taggart, ancien vice-président de PTL et son frère et collaborateur James ont été inculpés pour fraude fiscale portant sur des montants respectifs de \$320 000 et \$175 000 US.

L'organisation PTL est actuellement couverte par les dispositions de la loi américaine sur les faillites et un tribunal doit décider de son futur acheteur.

Le bonheur des uns fait le bonheur des autres.



ACCROCHEZ QUATRE COLLECTIONS DU MUSÉE À VOTRE ARBRE

LA COLLECTION COSTAKIS L'AVANT-GARDE RUSSE
17 MARS
AU 28 MAI 1989

LA COLLECTION TOKUGAWA LE JAPON DES SHOGUNS
23 JUIN
AU 10 SEPT 1989

LA COLLECTION TOUCHE ROSS LA GRAVURE AU XIX SIECLE EN FRANCE
28 JUILLET
AU 3 SEPT 1989

LES COLLECTIONS MONTREALAISES 1890-1920 L'ART EUROPEEN DU XIX SIECLE
15 DEC 1989
AU 25 FEV 1990

OFFREZ LE PASSEPORT 89 DU MUSÉE !

OFFREZ UNE CARTE DES AMIS DU MUSÉE !

Passport 89 : quatre collections de passionnés de l'art qui leur ont consacré vie et fortune. Un cadeau qui ne coûte pas une fortune et vous simplifie la vie. 155 seulement. Une économie de 40% sur le prix courant.

Elle donne accès gratuitement en avant-première à ces quatre expositions et à la collection permanente. Elle confère de nombreux autres privilèges. Adulte : 30\$. Famille : 45\$. Etudiant : 15\$.

FORMULAIRE D'ABONNEMENT

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

JE DESIRE OBTENIR :

UN PASSEPORT 89 / 4 EXPOSITIONS

UNE CARTE DES AMIS DU MUSÉE

MON ADRESSE : JE DESIRE :

PASSEPORT 89 / 4 EXPOSITIONS

CARTE DES AMIS DU MUSÉE

ADRESSE : _____

VILLE : _____

CODE POSTAL : _____

TEL. : _____

PROF. : _____

ADULTE : X 30\$ COTISATION FAMILIALE X 45\$ ETUDIANT X 15\$

INDIQUEZ LE NOM ET L'ÂGE DES ENFANTS DE MOINS DE 21 ANS, AINSI QUE LE NOM DU CONJUGÉ :

ÉTOUDIANT À PLEIN TEMPS AVEC CARTE :

DATE DE NAISSANCE : _____ NO D'ÉTOUDIANT : _____

INSTITUTION : _____

SI JOINS UN CHEQUE AU MONTANT DE :

PRIEZ LES FRANS D'ADHESION A MA CARTE DE CREDIT MASTER CARD VISA

NO DE CARTE : _____ DATE D'EXPIRATION : _____

SIGNATURE : _____ DATE : _____

ENVOYEZ CE FORMULAIRE AU :

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL 3400, AVENUE DU MUSÉE MONTRÉAL (QUÉBEC) H3G 1X3

BANQUE LAURENTIENNE DU QUÉBEC

CERTIFICATS-CADEAUX DISPONIBLES DANS TOUTES LES SUCCURSALES DE LA BANQUE LAURENTIENNE DU GRAND MONTRÉAL

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

Parfois j'y pense...



Il y a des liens faits pour durer.

Des secrets qui demeurent.

Chemin faisant, on a pris le temps de régler les choses pratiques.

On s'est informé.

On a agi.

Un peu pour soi, mais avant tout pour ceux et celles qu'on aime.

Maintenant on y pense moins, ou le moins possible.

On a choisi.

Alfred Dallaire

On s'occupe de tout. Et surtout, on s'occupe de vous.

Je désire recevoir de l'information sur les pré-arrangements Alfred Dallaire.

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tel. Bureau : _____ Résidence : _____

Veuillez retourner ce coupon à : 1120, rue Jean-Talton est, Montréal (Québec) H2R 1V9, Tel. (514) 270-3111

Alfred Dallaire

Les communications interurbaines... un bonheur à partager.



À chaque fois que vous offrez des certificats-cadeaux de l'interurbain à un être qui vous est cher, vous lui donnez l'occasion de partager des moments de bonheur avec des parents et des amis.

Pour accompagner les certificats-cadeaux de l'interurbain que vous offrirez à l'occasion des Fêtes, Bell vous remettra une jolie carte de souhaits. Profitez-en, c'est gratuit!

Les certificats-cadeaux de l'interurbain sont offerts en coupures de 5\$. Vous pouvez les commander* dès aujourd'hui en appelant sans frais au 1 800 363-9900.

Faites-vous plaisir en faisant le bonheur de quelqu'un: passez votre commande tout de suite pour n'oublier personne.

*Il faut compter environ deux semaines pour la livraison par la poste. On peut aussi se les procurer en appelant le Service à la clientèle. Si le temps presse, passez plutôt à une Téléboutique Bell: vous aurez vos certificats-cadeaux de l'interurbain et la carte de souhaits sur-le-champ.

Bell

Membre du réseau national Telecom Canada

Québec a tout ce qu'il faut pour s'adapter au libre-échange

ROLEX
DOUBLE GAGE DE QUALITE: ROLEX
 Qualité éprouvée et présentation classique. Rolex est à l'avant-garde et donne l'heure juste, tout en créant les normes incontestées de qualité. Le chronomètre Datejust et le montre Datejust pour dames à remontage automatique peuvent être portés sans dommage jusqu'à une profondeur de 330 pieds, grâce à leur boîtier étanche Oyster. Réalisés en acier et or 18 carats, et sont offerts avec bracelets assortis Jubilee. Ils offrent une qualité inégale, tant sur terre que sur mer. Offerts en exclusivité par les dépositaires agréés Rolex.

BIJOUTERIE **Everest** INC.
 8910, boul. Lajeunesse
 Tél.: 388-5358
 CHERBAKA, prop.

QUANTITE LIMITEE POUR NOEL

SUZANNE DANSEREAU
 de la Presse Canadienne
 QUEBEC

■ Québec n'aura pas besoin de nouveaux programmes de transition pour l'adaptation des entreprises et des travailleurs au libre-échange.

Il n'aura simplement qu'à modifier les programmes déjà existants, qui sont au nombre de 200 et qui ont coûté cette année \$ 1,7 milliard à l'Etat québécois.

De plus, si la conjoncture est bonne, le coût des programmes d'adaptation pourrait être assumé par les entreprises.

C'est ce qu'affirme le haut-fonctionnaire québécois chargé de l'adaptation au libre-échange, M. Ghislain Fortin.

Dans un discours qu'il a prononcé récemment lors d'un colloque sur l'adaptation au libre-échange, M. Fortin, qui est le se-

crétaire du Comité ministériel de planification du développement économique (CMPDE), a indiqué que le gouvernement Bourassa misera davantage sur des programmes «offensifs» d'adaptation au libre-échange que sur les programmes «défensifs».

«En d'autres mots, on offrira des programmes pour les entreprises qui sortiront «gagnantes» du libre-échange. Il s'agira de mesures d'aide technique, comme l'aide à l'exportation, de marketing, de démarrage et de capitalisation susceptibles d'encourager les gagnants dans leurs démarches de pénétration de nouveaux marchés», a-t-il expliqué hier à la Presse Canadienne.

«Ces programmes sont beaucoup moins coûteux et rapportent plus que les programmes dits «défensifs», qui sont destinés aux secteurs vulnérables au libre-échange», ajoutait-il.

Le CMPDE, dont M. Fortin est

le secrétaire, fera connaître d'ici quelques semaines — possiblement d'ici le 15 décembre — des études que le gouvernement a effectuées sur la façon d'adapter le Québec au libre-échange. Ces études sont le fruit de consultations auprès de 150 entreprises et de rencontres avec des représentants d'employeurs, de travailleurs et de syndicats.

En voici les principales conclusions:

— les programmes actuels sont considérés comme adéquats au regard des défis de l'adaptation. On s'attend à des besoins spécifiques en matière de reclassement, de formation professionnelle, de recyclage, de mise à la retraite anticipée, d'aide technique à l'exportation, de recherche de créneaux de spécialisation, etc.;

— en ce qui concerne les programmes existants, Québec en améliorera l'accessibilité, la por-

tee et l'efficacité et il y consacra des sommes additionnelles;

— la mise en oeuvre du traité n'aura aucun effet négatif sur les secteurs des ressources, situées dans des régions éloignées. Les secteurs potentiellement vulnérables seront concentrés dans les régions fortement industrialisées, comme Montréal et le sud de l'Ontario.

Les études concluent que l'adaptation au libre-échange dépend en premier lieu des forces du marché. La création d'emplois ou la perte d'emplois est bien plus attribuable aux variations du taux de change qu'au libre-échange. De plus, les dizaines de milliers d'emplois qu'on devra gagner au Québec sur 10 ans (58000) «ne sont rien» à côté des 500 000 emplois gagnés et des 400 000 disparus seulement au cours de cette année.

«Il n'y a pas de panique dans les entreprises face au libre-échange, seulement des inquiétudes chez les travailleurs et les syndicats. C'est pourquoi le gros des gestes du gouvernement québécois sera axé sur les politiques de main-d'oeuvre», ajoute M. Fortin.

Ottawa

Dans ce dossier, Québec s'attend à ce qu'Ottawa fasse sa part. Elle le fait déjà, signale M. Fortin, dans plusieurs programmes d'agriculture, de main-d'oeuvre et d'aide aux entreprises. La proportion est de deux-tiers, un tiers, précise-t-il.

C'est pourquoi il est possible que Québec, contrairement à ce que M. Bourassa avait lui-même annoncé, attende de voir ce qu'Ottawa fera avant d'annoncer des mesures définitives de transition.

À cet effet, M. Fortin indiquait hier que pendant que toute la presse aura les yeux rivés sur la Loi 101 à Québec, des hauts-fonctionnaires d'Ottawa seront dans la Vieille capitale pour s'entretenir de libre-échange avec leurs homologues québécois. La réunion devrait avoir lieu autour du 20 décembre, a indiqué hier M. Fortin, signalant par ailleurs que le gouvernement québécois est «en avance sur toutes les autres provinces dans le dossier de l'adaptation au libre-échange».

C'est donc dire que Québec pourrait attendre jusqu'en janvier pour annoncer ses mesures. On annoncera bientôt les orientations principales, face au libre-échange, «mais pour ce qui est des chiffres (des sommes investies) il est possible que le gouvernement attende le résultat de ses pourparlers avec Ottawa», a conclu le haut-fonctionnaire.

ROLEX

chez Birks

La prestigieuse montre Day-Date de Rolex. Fiable. Résistante. Façonnée à la main en or 18 ct. Chronomètre officiellement contrôlé. Résiste à la pression jusqu'à 100 mètres.

- Garantie de 2 ans
- Gravure gratuite

Parfaitement **BIRKS**

ROLEX

En Suisse, même les huîtres sont en or.

Oyster en anglais — "huître" — C'est le nom du boîtier de la Datejust. Sculptée dans un unique bloc d'acier ou d'or 18 carats, étanche à l'eau et à la poussière, la Datejust vous donne imperturbablement l'heure et la date. Dans le sable du simoun ou par 50 mètres de fond.

Datejust. Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

AGENT OFFICIEL **ROLEX**

866-3876

Bijouterie **GAMBARD**

VENTE ET SERVICE TECHNIQUE
 630-A CATHCART
 MONTREAL CENTRE-VILLE

UN CADEAU INOUBLIABLE POUR NOEL

ROLEX

LA QUALITE VENUE DE SUISSE

À notre époque de production de masse, le symbole de fiabilité et de précision horaire demeure une montre-bracelet suisse Rolex®. Prenez la classique Rolex «Jour-date®». Le boîtier «huître®» est réalisé dans une matière précieuse, or ou platine 18 carats et il abrite un mécanisme de très haute précision, à remontage automatique. Mouvement de chronomètre 30 rubis, modèle résistant à la pression jusqu'à une profondeur de 330 pieds. Pour compléter cette superbe création, un bracelet assorti Président, et un choix de 23 langues pour la date.

En exclusivité chez votre dépositaire officiel Rolex
 Depuis 1959
 Paola Miserendino Pino Miserendino Marco Miserendino

BIJOUTERIE ITALIENNE

192, Saint-Zotique Est, Montréal
 Tél.: 279-5585

Noël Blanc à Vendre.

Malles Victoriennes. Exclusives à Pier 1.
 32 x 16 x 16 po. et 36 x 20 x 20 po.
 Rég. 149,99\$ et 189,99\$, en Solde, 119,88\$ et 149,88\$.

Casier à journaux. Parfait pour le lecteur assidu. Rég. 39,99\$, en Solde, 29,88\$.

Paravent à 3 panneaux avec motifs perlés. Mesure 18 x 76 po. Rég. 199,99\$, en Solde, 149,88\$.

Calbaret de lit en rotin blanc. Rég. 49,99\$, en Solde, 39,88\$.

Berceuse en osier blanc. Un classique. Rég. 229,99\$, en Solde, 169,88\$.

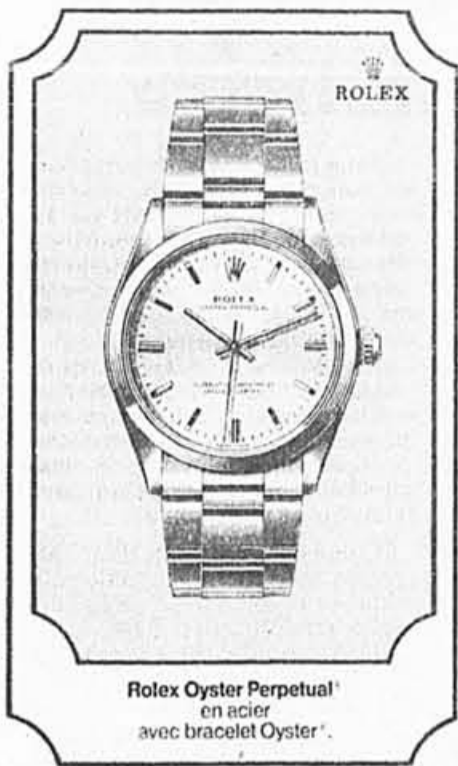
Étagères en osier blanc. 4 grandeurs à partir de 12 x 18 x 71 po. jusqu'à 12 x 28 x 79 1/2 po. Rég. 159,99\$ à 219,99\$, en Solde, de 119,88\$ à 169,88\$.

Chez Pier 1, on rêve d'un Noël blanc. D'où notre collection d'osier blanc. Tressées à la main en Chine, ces pièces en rotin sont des cadeaux extraordinaires. Et à 25% de rabais cette semaine, vous ne trouverez rien de mieux pour chasser la mélancolie de l'hiver.

Pier 1 Imports
 Un monde à découvrir.

Prix valide jusqu'au 14 décembre 1988

Montréal: 1108, rue Ste-Catherine ouest, 866-6166, 6720, rue St-Hubert, 270-3054. Westmount: 4823, rue Sherbrooke ouest, 931-9128. Brossard: 7205, boul. Taschereau, 656-9383. Laval: 1793, boul. St-Martin ouest, 681-4634. Pointe-Claire: 183, boul. Hymus, 695-1942. St-Léonard: 6839, rue Jean-Talon est, 256-5299. Lun.-mer. 9 h 30 - 18 h, jeu. et ven. 9 h 30 - 21 h, sam. 9 h 30 - 17 h.



ROLEX
Rolex Oyster Perpetual[®]
en acier
avec bracelet Oyster[®].



ROLEX
Rolex Explorer I[®]
en acier
avec bracelet Oyster[®].



ROLEX
Rolex Oyster Perpetual[®] Date[®]
en or 14 ct
avec bracelet Oyster.



ROLEX
Rolex Datejust[®]
en acier
avec bracelet Jubilé.



ROLEX
Rolex Datejust[®]
en combiné acier et or
avec bracelet Jubilé assorti.



ROLEX
Rolex Day-Date[®]
en or 18 ct.
avec bracelet Président[®].

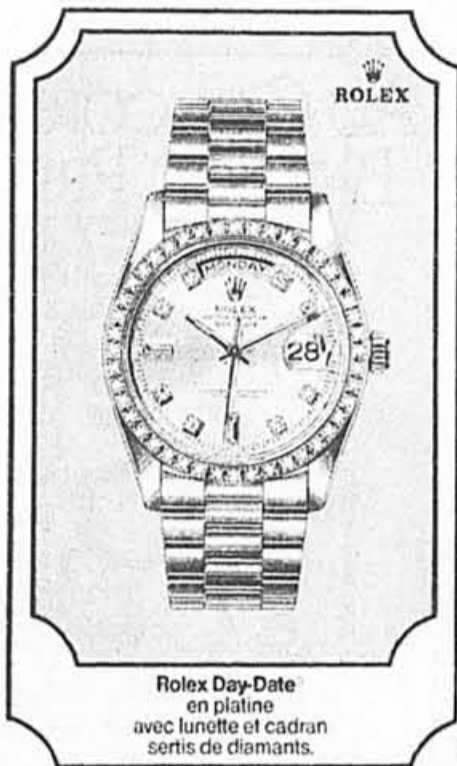


ROLEX
Rolex Day-Date[®]
en or 18 ct, décor écorce
avec bracelet Président[®].

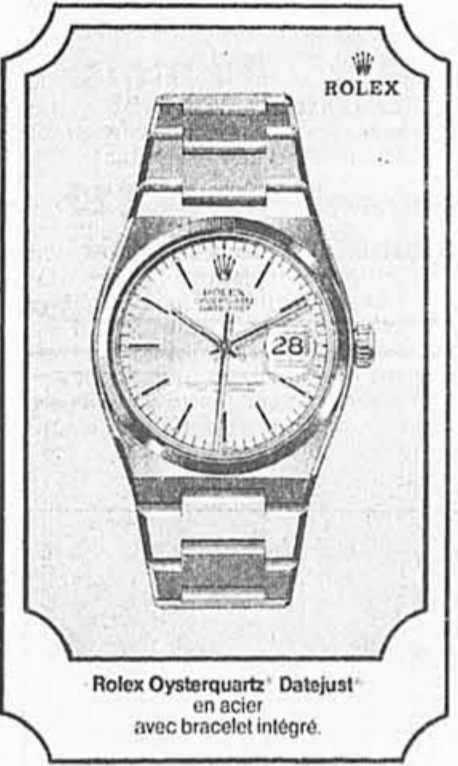

ROLEX
UNE PERFORMANCE
INÉGALÉE, UN STYLE
DE TOUS LES TEMPS:
LES MONTRES ROLEX POUR
HOMMES ET FEMMES.

L'heure, un luxe essentiel. En choisissant parmi cette abondante moisson de Rolex[®] Oysters[®], vous optez pour l'excellence. Avec la garantie de la qualité Rolex. Avec le leader d'aujourd'hui du style, du savoir-faire et de la durabilité. Solide et portée en toutes circonstances, la montre Rolex Oyster a la dureté de l'acier trempé et l'éclat des diamants sur l'or. Elle est le reflet de votre propre image. Sur une piste de danse ou une plage, sur une piste de ski ou le court central, la montre Rolex affirme votre goût de l'exactitude et vos exigences de qualité plutôt que la volonté de suivre tout simplement la mode. D'année en année, Rolex, classique et moderne, reste synonyme de fiabilité durable. Chez Rolex, offrir ce qu'il y a de mieux n'est pas un objectif, c'est notre patrimoine.

Chez votre bijoutier officiel Rolex
uniquement.



ROLEX
Rolex Day-Date[®]
en platine
avec lunette et cadran
sertis de diamants.



ROLEX
Rolex Oysterquartz[®] Datejust[®]
en acier
avec bracelet intégré.

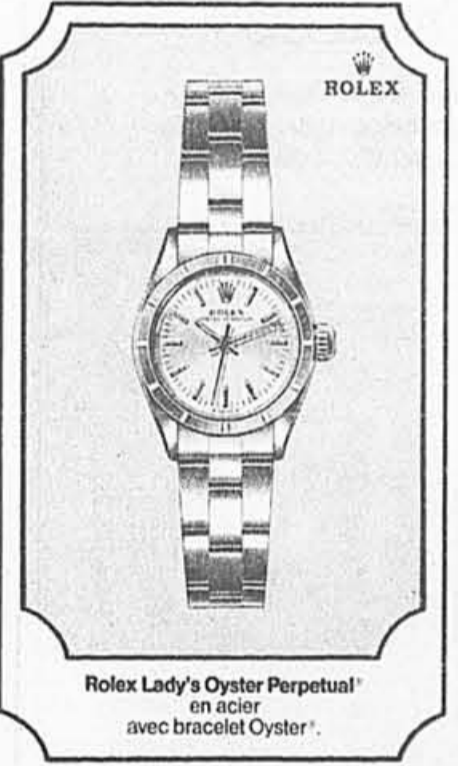


ROLEX
Rolex Oysterquartz[®] Datejust[®]
en combiné acier et or
avec bracelet intégré.

Écrivez pour obtenir le catalogue: Montres Rolex Canada Ltée,
80 ouest rue Richmond, Dept. L.P, Toronto, Ontario M5H 2B8



ROLEX
Rolex Oysterquartz[®] Day-Date[®]
en or 18 ct.
avec bracelet intégré.



ROLEX
Rolex Lady's Oyster Perpetual[®]
en acier
avec bracelet Oyster[®].



ROLEX
Rolex Lady-Date[®]
en acier
avec bracelet Oyster[®].



ROLEX
Rolex Lady-Datejust[®]
en combiné acier et or
avec bracelet Jubilé assorti.



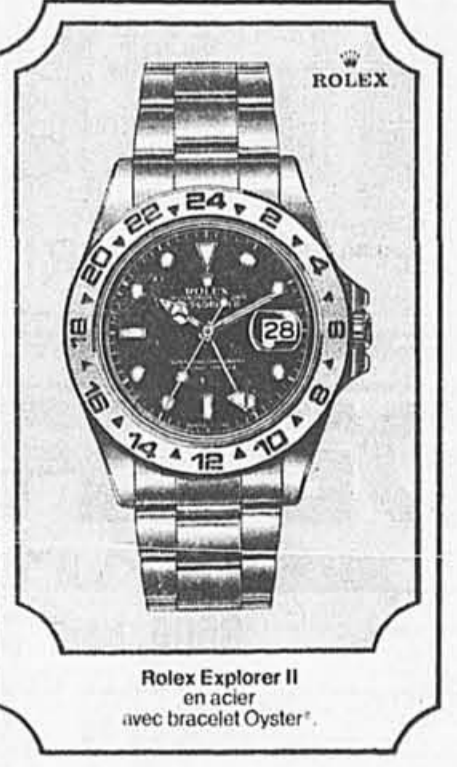
ROLEX
Rolex Lady-Datejust[®]
en or 18 ct.
avec bracelet Président[®].



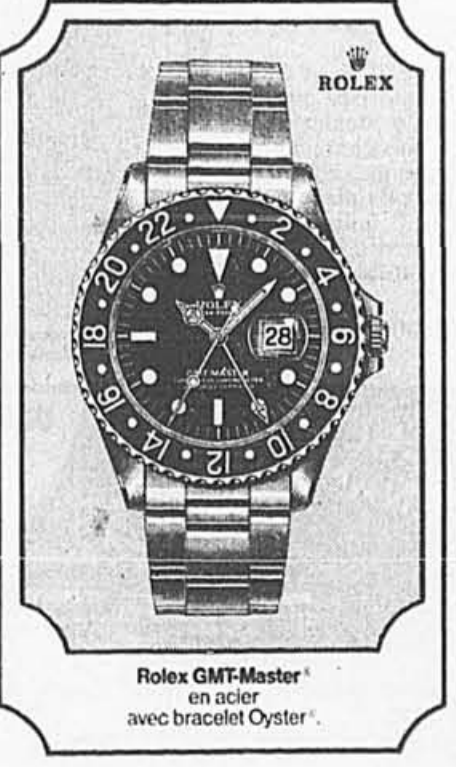
ROLEX
Rolex Lady-Datejust[®]
avec lunette et cadran
sertis de diamants.



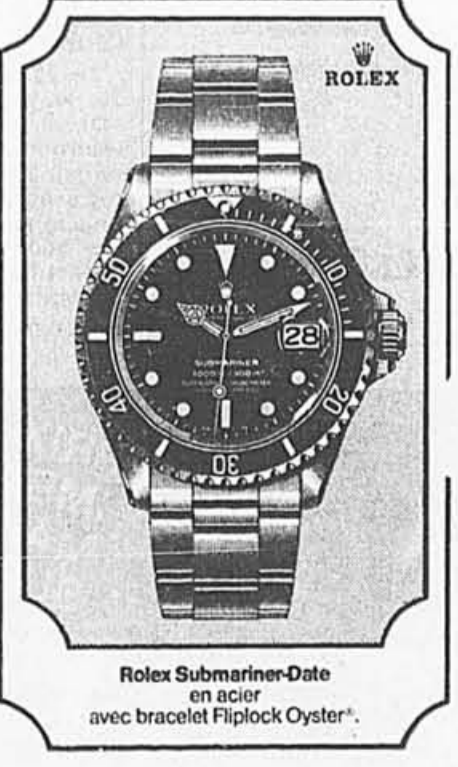
ROLEX
Rolex Mid-size Datejust[®]
en combiné acier et or
avec bracelet Jubilé assorti.



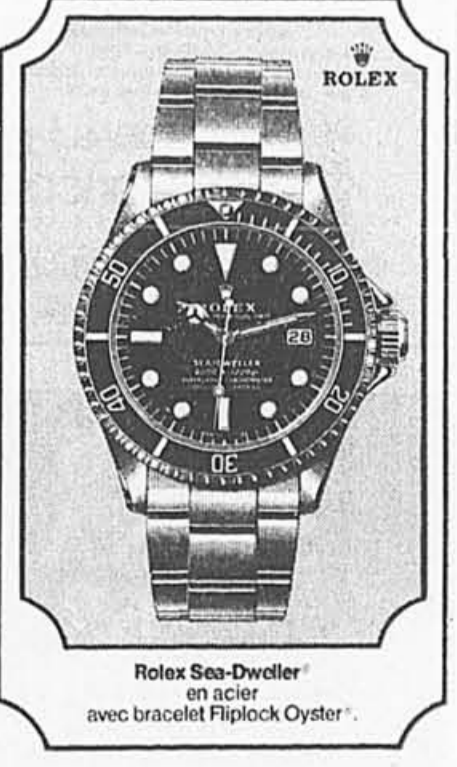
ROLEX
Rolex Explorer II[®]
en acier
avec bracelet Oyster[®].



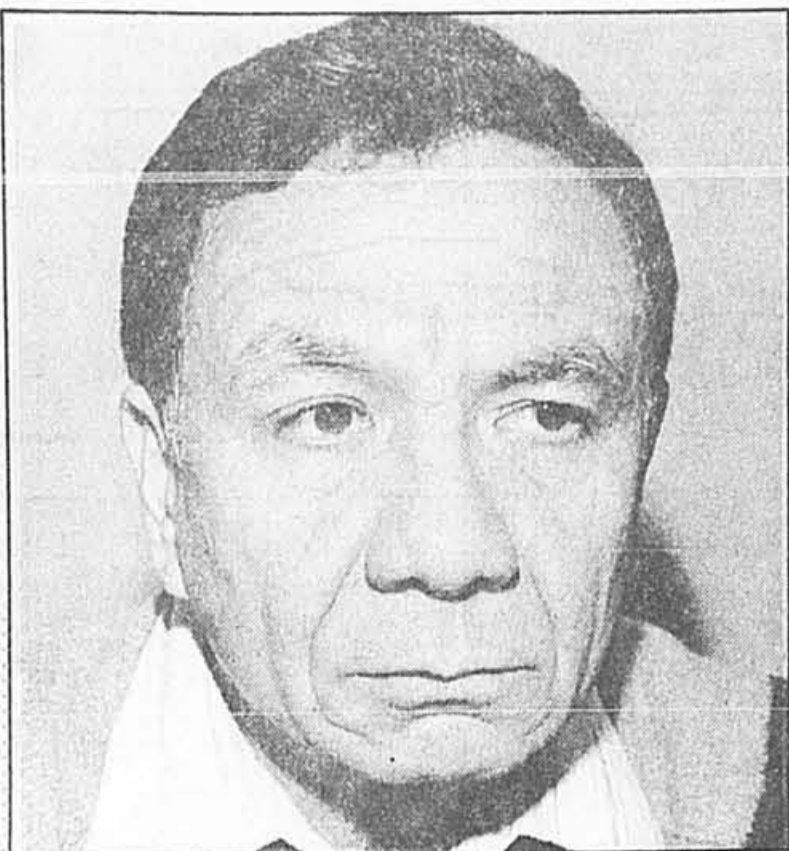
ROLEX
Rolex GMT-Master[®]
en acier
avec bracelet Oyster[®].



ROLEX
Rolex Submariner-Date[®]
en acier
avec bracelet Fliplock Oyster[®].



ROLEX
Rolex Sea-Dweller[®]
en acier
avec bracelet Fliplock Oyster[®].



Le Dr Julio Quan

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

L'Amérique centrale, terrain propice aux Brigades de paix internationales

JOONEED KHAN

■ Quand les pays d'Amérique centrale signèrent le plan Arias, le Dr Julio Quan, directeur du Programme de la résolution des conflits à l'Université de paix de l'ONU au Costa Rica, proposa de tenir des ateliers pour former des négociateurs. «Un plan de paix signifie des négociations et nous avions peu d'expérience dans ce domaine», dit-il.

Quant fut formé le Groupe de soutien mutuel (GAM) des familles des disparus au Guatemala, le Dr Quan, Guatémalteque d'origine qui représente aussi les Brigades de paix internationales (BPI) en Amérique centrale, trouva une maison où le groupe pouvait se réunir, et des volontaires étrangers pour veiller sur sa présidente, Ninette de Garcia, et la fille de celle-ci.

Dans cette double capacité, le Dr Quan sillonne présentement le Canada, qui soutient son travail par le biais de l'ACDI et du Centre des ressources sur la non-violence, pour souligner l'urgen-

ce de promouvoir la paix malgré les incertitudes liées à l'élection de George Bush à la présidence des États-Unis. «Il semble qu'Elliot Abrams ne sera plus sous-secrétaire d'État pour l'Amérique centrale, ce qui serait un progrès, mais on attend tous le 20 janvier 1989», admet-il.

Y compris les présidents centraméricains qui viennent de décider, au Mexique, de se rencontrer au sommet le 15 janvier 1989, soit cinq jours avant la prestation de serment de George Bush, «vraisemblablement pour adresser un appel à la paix au nouveau président des États-Unis».

«Quand j'ai requis son aide, l'ACDI (Agence canadienne de développement international) m'a demandé pourquoi elle devait s'impliquer dans la sécurité des individus, explique-t-il. J'ai répondu que le développement n'a aucun sens si les gens se font massacrer». Depuis, les projets des BPI pour toute l'Amérique centrale sont coordonnés à partir de Toronto, le siège mondial de l'organisme étant situé à Philadelphie.

«Notre travail consiste à maintenir une présence auprès des leaders locaux, afin de décourager les attentats contre leur personne, explique-t-il, car leur participation est essentielle à tout dialogue de paix».

«Il s'agit de volontaires, poursuit-il, ils sont une trentaine au Guatemala et au Salvador, qui vivent avec des chefs syndicaux et des défenseurs de droits de l'Homme, et qui sont reliés à des réseaux de soutien mobilisables instantanément au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Amérique latine». Au Nicaragua et au Costa Rica, les BPI maintiennent des projets pour promouvoir, sur le terrain, la réconciliation par la négociation.

«C'est un travail risqué, admet le Dr Quan, mais jusqu'ici nous avons été chanceux, car aucun de nos volontaires, ni aucune des personnes qu'ils tentent de protéger, n'ont été les cibles d'attentats». Selon Patrick Strauch, du Centre des ressources sur la non-violence, il y a au moins une Montréalaise parmi les volontaires des BPI, Mme Barbara Mac-Quarrie.

Pour le Dr Quan, la situation en Amérique centrale évolue diversément. «Le retrait de la plainte du Nicaragua contre le Honduras à la Cour internationale de justice est un élément positif, dit-il, tout comme la montée de l'opinion pacifiste au Honduras même, mais les massacres se multiplient au Guatemala, et l'éclatement du Parti démocrate-chrétien au Salvador laisse entrevoir, aux présidentielles de mars prochain, une lutte à cinq dont l'issue reste incertaine».

Comme le gros point d'interrogation concerne l'éventuelle politique centraméricaine de la nouvelle administration Bush, le Dr Julio Quan mise sur «le rôle très positif du Canada» qui, combiné aux pressions d'Europe de l'Ouest et d'Amérique latine, «peut faire avancer l'idéal de paix». Il note que le Canada, en plus d'être appelé à maintenir la paix en Amérique centrale, prévoit injecter \$100 millions en cinq ans pour le développement de la région. «C'est un cercle vicieux, dit-il, pas de paix sans développement, et pas de développement sans paix».

Fidel Castro de retour à Tuxpan, 32 ans après le départ du Granma

d'après AFP

TUXPAN, Mexique

■ Le président Fidel Castro a inauguré samedi à Tuxpan, petit port du Golfe du Mexique, un musée de l'amitié mexicaino-cubaine, 32 ans après son embarquement historique à bord du Granma pour déclencher la Révolution cubaine.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre mexicain de l'Intérieur, Fernando Gutierrez Barrios, qui, «insolite coïncidence», selon le *líder máximo*, était alors responsable de la Direction fédérale de sécurité. Il avait à ce titre arrêté Castro et plusieurs de ses compagnons, dont Ernesto Che Guevara, tandis qu'ils préparaient l'expédition qui devait amener la Révolution au pouvoir deux ans plus tard, le 1er janvier 1959.

«Nous avons compliqué la vie de Fernando. Nous avions chacun notre devoir à remplir: le Mexique devait respecter ses obligations internationales, alors que nous, nous luttons contre le tyran Batista. Techniquement, on violait la loi mais, moralement, politiquement et historiquement, on ne la violait pas», a affirmé le chef de l'État cubain.

Visiblement ému, Fidel Castro a raconté devant plusieurs centaines d'habitants du quartier de Santiago de la Pena les préparatifs de l'expédition sur les lieux mêmes où elle fut organisée: une petite maison de briques sur la rive droite du fleuve Tuxpan, à quelques kilomètres de son embouchure, dans le Golfe du Mexique. Elle abrite désormais le musée.

Une réplique du yacht *Granma*, offerte dans les années 1970 par Fidel Castro, est exposée dans les jardins.

Sangle dans son légendaire uniforme vert olive, le chef de la Révolution cubaine a expliqué que l'acquisition d'un bateau pour entreprendre l'expédition avait été la principale préoccupation de lui-même et de ses camarades.

Il a finalement trouvé à Tuxpan une embarcation, le *Granma*, une vedette de 20 mètres de long en mauvais état, vendue avec la maison qui abrite maintenant le musée. Mais il fallait réunir \$35 000 et Castro n'avait que \$10 000 à \$12 000. «Nous avons donc tout acheté à crédit en prenant un ami mexicain comme prête-nom», a-t-il avoué.

Lorsque les finances de la Révolution ont été meilleurs, le créancier mexicain a été remboursé. «Car nous n'allions pas traiter cette somme comme la dette extérieure. Il s'agissait d'une dette d'honneur», a déclaré Castro.

Le 25 novembre 1956, à 01 h 30, la vedette, autorisée par la marine marchande mexicaine à transporter 25 passagers, appareilla avec 82 hommes à bord. Il n'y avait pas assez de place pour tout le monde et il fallut laisser des hommes à terre: «les plus gros et les plus grands», a-t-il expliqué.

La tempête faisait rage et le ba-

teau «dansait sur les vagues comme une coquille de noix». «La première chose que nous avons faite a été de chanter l'hymne national, déchaînant une joie comme jamais nous n'en avons eue dans la vie». Mais tout le monde a commencé à avoir le mal de mer et il était impossible de mettre la main sur les médicaments car, a-t-il dit, ils étaient dans la cale, enfouis sous les armes.

Le chef de la Révolution cubaine a ensuite souligné les relations «exemplaires» qui unissent Cuba au Mexique, le seul pays d'Amérique latine «qui a refusé d'obéir aux ordres des États-Unis», le seul à ne pas avoir rompu ses relations diplomatiques avec La Havane.

Il a affirmé que les Révolutions cubaine et mexicaine avaient été les deux grandes révolutions de la région, et qu'une troisième était

en cours, celle du Nicaragua. Le Mexique pourra toujours compter sur Cuba, «inconditionnellement», a-t-il dit.

Fidel Castro a expliqué la joie qu'il avait à se rendre dans un pays comme le Mexique sans être obligé de dire «Good Morning ou Good Afternoon», déchaînant les rires de l'assistance amusée par

son accent anglais. Plusieurs intellectuels étaient présents, notamment l'écrivain Gabriel García Márquez.

Le président cubain était arrivé au Mexique mercredi dernier pour assister à l'accession à la présidence de Carlos Salinas de Gortari, le 1er décembre.

AU CONCORDE, LA FÊTE BAT SON PRIX DURANT LA VENTE DE BLANC

65,00 \$
Par chambre, par nuit

Sur les Champs-Élysées de Québec
Féerie de Noël



Le temps des fêtes à l'hôtel Loews Le Concorde: Vive Québec sous la neige! Vive la vie! Vive la compagnie. Du 16 au 26 décembre 1988, venez partager les délices de notre hôtel...choeurs de chant, calèches pour vous amener à la messe, tables de réveillon illuminées à notre restaurant rotatif l'Astral et même, la nuit du 24 ou du 25, un bas de Noël du bon vieux temps avec nougats, fruits, noix...Qu'il fait bon passer les fêtes au Concorde.

Le tarif de 65 \$ par chambre inclut le stationnement et le bas de Noël. La promenade en traîneaux n'est offerte que la nuit du 24 décembre. TOUT UN CADEAU!

Un SpécialSki avec un après-ski spécial!



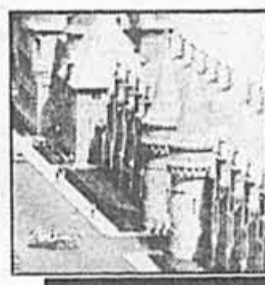
Vous pensez «ski»? Pensez «Loews Le Concorde»! À moins de 30 minutes de chez nous vous serez comblé.

Au Lac Beauport, si vous avez un passeport «VENTE DE BLANC» vous obtenez un rabais de 40% sur les prix des remontées mécaniques. À Stoneham, vous pouvez profiter d'une réduction de 10 \$ sur les billets de jour.

Pour l'après-ski, Le Concorde vous accueille chaleureusement: fondue au Bar Sur-le-Cap ou grande cuisine à l'Astral, notre restaurant rotatif d'excellente réputation.

Du 4 au 26 décembre 1988 et du 1er au 29 janvier 1989, les tarifs par chambre seront de 65 \$ (et de 85 \$ durant la période du 27 au 31 décembre). Le stationnement est inclus. La fin de semaine, le prix est en vigueur pour une ou deux nuits. En semaine, le prix est bon pour un séjour minimum de trois nuits. HÂTEZ-VOUS!

Vente de blanc

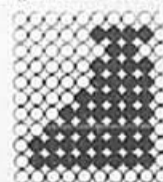


Québec sous la neige. Le meilleur temps de redécouvrir notre patrimoine. Le meilleur temps de vivre toute la magie de la ville.

L'hôtel Loews Le Concorde est au milieu du Québec historique, gourmand et amoureux. Nous vous invitons. Nous vous attendons. Et n'oubliez surtout pas vos skis de randonnée...les pistes des Plaines d'Abraham, à deux pas de l'hôtel, sont éclairées.

Du 4 décembre 1988 au 29 janvier 1989 (à l'exception du 27 au 31 décembre) profitez de la «VENTE DE BLANC» et de rabais de 10 à 50% que vous proposent 35 participants de toutes sortes (restaurants, boutiques, musées, village de sports, location de voiture et tour de ville). La vente la plus colorée de la saison.

L'occasion est belle. Communiquez avec nous dès maintenant en composant sans frais, directement le 1 500 493-5256. Réservations au moins 48 heures à l'avance. Offre non disponible aux groupes et congrès. Le nombre de chambres est limité.



LOEWS Le Concorde
L'HÔTEL SUR GRANDE ALLÉE

Vive la Vie! Vive la Compagnie!

1225, Place Montcalm, Québec (Québec) Canada G1R 4W6

TILDEN
Autres modèles disponibles

LOCATION / ACQUISITION
284\$* 48 mois
CUTLASS CIERRA BRG 1988
*Taxe de vente, immatriculation, assurance et valeur résiduelle en supplément.

Centre-ville: 875-0520
Cavendish / St-Jacques: 481-9897

Noël chez Birks

Moments inoubliables

Un temps de joies et de réjouissances en famille. De souhaits remplis d'espoir. Le moment de garder les souvenirs de ceux qu'on aime. Encadrés pour toujours dans des cadres stylisés fabriqués en exclusivité pour Birks. Polis et laqués à la main. Laiton et argent ou noir et argent. Trois modèles au choix. Prix allant de 25 \$ à 55 \$ chacun.

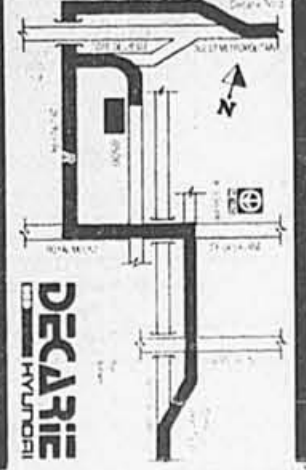
L'emballage gratuit... un cadeau signé Birks.

BIRKS

38 SONATA
68 EXCEL
ACHÉTEZ EN 88 ET NE PAYEZ QU'EN MARS 89

CHOIX DE COULEURS
CHOIX DE MODÈLES
PRIX IMBATTABLES MAINTENANT SUR PLACE

CHEZ **DECARIE** HYUNDAI
8500, boul. DÉCARIE
VILLE MONT-ROYAL
737-0037





Les idées-cadeaux Pascal...

Préparez vos emballages dès maintenant!

Service à thé 15 pcs en porcelaine

ÉCONOMISEZ 3.00

15⁹⁵ l'ens.

Comprend 6 tasses, 6 soucoupes, 1 théière à couvercle, 1 sucrier à couvercle & 1 crémier. **Notre prix 18.95**

Solde

Ens. à dîner en faïence 16 pcs

14⁹⁷ l'ens.

Va au four conventionnel, à micro-ondes & au lave-vaisselle 4 de ch.: assiettes à dîner & à pain, bols à soupe & tasses.

Ustensiles de cuisson pour le four à micro-ondes

Ustensiles de cuisson pour micro-ondes qui vont au lave-vaisselle

VOTRE CHOIX 7⁸⁸ ch.

Ensemble de cuisson 10 pcs en acier inoxydable

ÉCONOMISEZ 50.00

125⁰⁰ l'ens.

Dessous à 3 épaisseurs d'acier inoxydable. Bords renforcés pour que les couvercles ferment bien! Marmite haute à couv. 3,30 L, casseroles à couv. 2,50 L & 1,30 L, casserole cuisson vapeur 2,80 L & poêle 20 cm. **Notre prix 175.00**

Ens. de cuisson 7 pcs

ÉCONOMISEZ 26.00

98⁷⁵ l'ens.

Mêmes caractéristiques que l'ensemble à côté 1 de chaque: rôtissoire à couv. 4,00 L, casserole à couv. 2,50 L & 1,30 L & poêle 24 cm. **Notre prix 125.00**

Service "Oxford" de 20 pièces en grès

ÉCONOMISEZ 5.00

22⁵⁰ l'ens.

4 de ch.: assiettes à dîner & à pain, bols à céréales, tasses & soucoupes. Bordure brune ou verte. **Notre prix 27.50**

Ustensiles de cuisson pour toutes vos recettes!

A. Contenants FoodkeepersTM

Rond de 1 tasse ou carré de 1-1/2 tasse avec couvercle **VOTRE CHOIX 2⁴⁵ ch.**

Rond de 2 tasses ou carré de 3 tasses avec couvercle **VOTRE CHOIX 2⁷⁵ ch.**

Rond de 4 tasses ou carré de 5 tasses avec couvercle **VOTRE CHOIX 3⁴⁵ ch.**

B. Ustensiles de cuisson Congelez, chauffez & servezTM

VOTRE CHOIX 3⁹⁷ ch.

Choix de 4 bols, de 2 casseroles ovales ou rondes, de 4 casseroles ovales, d'ens. de ramequins 8 pcs, de 4 assiettes, de plat à rôtir ou de 4 assiettes à divisions.

Ens. de verres à vin

6⁹⁷ l'ens.

Comprend 4 verres à vin & carafe pratique. **Notre prix 8.75**

Verres à vin "Grand Vin"

ÉCONOMISEZ PLUS DE 20%

1⁴⁵ ch.

Une addition de goût à toute table! 3 styles populaires pour vos besoins!

Coupes à brandy

A. Petite **1²⁵ ch.**

B. Moyenne **1⁴⁵ ch.**

C. Grande **3⁹⁵ ch.**

A. 6 soucoupes & demi-tasses

6⁹⁵ le pat.

Paquet pratique pour 6 personnes. **Notre prix 8.75**

B. 6 soucoupes & demi-tasses

5⁹⁵ le pat.

Attrayant motif fleur. **Notre prix 7.50**

Ustensiles BakemasterTM Individuels

VOTRE CHOIX 2⁴⁵ ch.

Pour four à micro-ondes ou conventionnel. Va au congélateur & au lave-vaisselle.

Ustensiles "Fire King"

A. Moule à pain de 8-3/4 x 5" **1⁹⁷ ch.**

B. Casserole 9" de diam **2⁹⁷ ch.**

C. Plateaux à tartes transparents 9" **1⁹⁷ ch.** 10" **2⁹⁷ ch.**

Chopes de bière hollandaises

1/2 PRIX!

1⁹⁷ ch.

Gâtez-vous ou offrez-les en cadeau pour le temps des fêtes. Motifs ass. **Notre prix 3.95**

Cloches à fromage en simili-cristal

8⁵⁰ ch. **12⁹⁵ ch.**

Diam. 6-1/2" Diam. 11"

Ens. de fondue au chocolat 7 pcs

ÉCONOMISEZ PLUS DE 20%

4⁹⁷ l'ens.

Plat en céramique, base métal, chandelle & 4 fourchettes. **Notre prix 6.50**

A. Bol à soupe moderne **9⁷ ch.**

B. Bol à soupe à l'oignon **1⁹⁷ ch.**

C. Assiette à escargots **2⁹⁵ ch.**

Chaise Pliante en métal

14⁹⁵ ch.

Disponible en 13 couleurs populaires. **Notre prix 19.95**

Chaise pliante en bois

10⁹⁸ ch.

Chaise pliante à siège & dossier en lattes de bois. Fabrication robuste.

Ens. de coutellerie "Tramontina" 24 pcs

ÉCONOMISEZ 3.00

15⁷⁵ l'ens.

Importé du Brésil; 6 de chaque: couteaux, fourchettes, cuillères ordinaires & à thé. En acier inoxydable. **Notre prix 18.75**

Ens. de coutellerie "Primaveril" 24 pcs en acier inoxydable

ÉCONOMISEZ PLUS DE 20%

18⁰⁰ l'ens.

Comprend 6 fourchettes, 6 couteaux, 6 cuillères ordinaires & à thé. **Notre prix 24.00**

Tasses à soupe assorties

VOTRE CHOIX 1⁹⁷ ch.

Délicieuses recettes de soupe sur chaque tasse! Motifs & couleurs assortis.

Étau de mécanicien 3"

15⁸⁸ ch.

Étau robuste avec base pivotante. Indispensable dans tous les ateliers.

Paquet de 12 limes

7⁹⁵ le pat.

Limes de grandeurs assorties pour tous vos besoins dans l'atelier!

Coquilles à cuisson

4-1/2" **3⁷⁵ le pat.**

5" **4⁴⁵ le pat.**

5-1/2" **4⁹⁵ le pat.**

6" **5⁹⁵ le pat.**

PAQUET DE 4!

Fer à repasser de voyage

ÉCONOMISEZ 5.00

7⁹⁵ ch.

Avec poignée pliante pour ranger facilement. 120V. **Notre prix 12.95**

Porte-bagages pliant

10⁷⁵ ch.

Porte-bagages chromé qui se plie pour un rangement facile!

Abat-jour moderne de plafond

1/2 PRIX!

1⁹⁷ ch.

Abat-jour qui s'adapte à une ampoule de 40W ou 60W (non incl.). **Notre prix 3.95**

Enclume de 9 lb

ÉCONOMISEZ 20%

7⁹⁵ ch.

Essentiel dans l'atelier! **Notre prix 9.95**

Coupe-tuyau

6⁹⁵ ch.

Un outil indispensable dans la maison!

Masses en acier

2 lb **5⁰⁰ ch.**

3 lb **7⁹⁵ ch.**

4 lb **8⁹⁵ ch.**

Hache de chasse

6⁹⁵ ch.

Manche en bois. Fourreau inclus. **Notre prix 8.95**

Gâteaux aux fruits de 1,2 kg... un vrai délice!

5⁴⁷ ch.

Gâteau succulent, indispensable lors du repas du temps des fêtes!

Paniers assortis en paille naturelle

Idéal comme cache-pots, corbeilles et autres! Choix de 15 grandeurs populaires allant de 4" à 18" de diamètre pour tous vos besoins!

De 1²⁰ ch. à 7⁹⁵ ch.

Pots en céramique

12 cm x 6 cm x 10 cm **1⁹⁷ ch.**

13 cm x 13 cm x 12 cm **2⁹⁷ ch.**

Jeu de douilles de 40 pièces

7⁹⁵ le jeu

Mesures mét. angl. Prise de 3/8" & 1/4" Boîtier en métal incl. **Notre prix 10.95**

ÉCONOMISEZ 3.00

CENTRES COMMERCIAUX

- Place Versailles — 7505 est, rue Sherbrooke 353-1150
- Boulevard Pie IX et Jean-Talon est. 722-4681
- Normandie — Boul. de Salaberry 334-6311
- Dorval — 400 av. Dorval 631-4291
- Fairview — Pointe-Claire 695-6655
- Greenfield Park — 473 boul. Taschereau 672-1771
- Le Carrefour Laval — 3055 boul. Carrefour 687-1220
- Carrefour Angrignon — 7075 boul. Newman 364-4442

• La Place Vertu — 3305 Côte Vertu 745-4220

MAGASINS

- 6825 Côte des Neiges 735-2534
- 301 ouest, rue St-Antoine 878-5574
- 5742 av. du Parc 878-5600
- 4833 ouest, rue Sherbrooke 878-5605
- 4050 Wellington, Verdun 878-5611
- 1493 ouest, rue Ste-Catherine 878-5566

Ces prix sont en vigueur jusqu'au samedi 17 déc. "Notre prix" indique notre prix de tous les jours. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

Protestation des autochtones contre les vols militaires à basse altitude

DANIELLE BONNEAU

Des membres de la Coalition pour la demilitarisation du Nord ont brave le froid, hier matin, pour protester contre les vols militaires à basse altitude effectués dans le nord du Québec et au Labrador.

Les manifestants se sont rassemblés au square Phillip et ont fait la tournée des consulats: Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest et Hollande, les «trois principaux pays de l'OTAN qui pratiquent des vols à basse altitude dans le nord du Québec», a expliqué Mme Anne-Marie Claret, porte-parole de la coalition. Ils ont mis un terme à leur marche

de protestation au Centre de recrutement de la Défense nationale canadienne.

«Ces vols à basse altitude se font au-dessus du territoire montagnais au détriment des droits des autochtones», a soutenu Mme Claret. On serait contre ces vols s'ils se faisaient au-dessus de Montréal, parce qu'ils font trop de bruit. Or il y a du monde qui vit là-bas.»

Selon M. Gilbert Pilot, porte-parole du Conseil national innu (montagnais), une grande partie des 10 000 Montagnais qui demeurent au nord du Québec et au Labrador sont affectés par les vols à basse altitude. C'est surtout au-dessus de leurs territoires de chasse et de pêche qu'ils s'effectuent, a-t-il précisé.

«On veut faire arrêter ces vols militaires pour préserver à la fois les troupeaux de caribous et notre style de vie, a-t-il précisé. L'environnement est également affecté, parce qu'il y a de fortes émanations de gaz.»

La manifestation, organisée pour coincider avec le procès, à Goose Bay, de 26 membres de la communauté amérindienne innu (il sont accusés de méfait parce qu'ils ont participé à plusieurs occupations pacifiques de la base militaire de Goose Bay, au Labrador), a eu lieu même si la cause a été reportée, hier matin, au mois de mars. A partir de janvier, promet Mme Claret, le mouvement prendra plus d'ampleur à travers le Canada.



Une quinzaine de membres de la Coalition pour la demilitarisation du Nord ont protesté hier contre les vols militaires à basse altitude effectués dans le nord du Québec et au Labrador.

Partez en Affaires en Californie

Vous pouvez partir en classe Affaires sur n'importe lequel de nos trois vols quotidiens pour Los Angeles* ou de nos deux vols quotidiens pour San Francisco. Confort et service, cinq vols chaque jour, autant de raisons pour partir en Affaires avec Air Canada à chaque fois que vous partez en Californie.

*sur notre vol d'après-midi, la classe Affaires est offerte entre Toronto et Los Angeles seulement.



Jusqu'au 10 décembre seulement

25% de rabais

sur les prix étiquetés

TOUTES LES BOTTES ET PANTOUFLES POUR FEMMES, HOMMES ET ENFANTS.

Simpson

LE MAGASIN TOUT TROUVÉ POUR NOËL

M

multitude de modèles sport

ou habillés. Variété de couleurs. Pointures disparates. Achat en magasin seulement. Le choix varie selon le magasin. CHAUSSURES POUR FEMMES, HOMMES ET ENFANTS

Rendez-vous au magasin Simpson le plus près chez-vous: Centre-ville 284-4231 • Pointe-Clare 697-4870 • Les Galeries d'Anjou 353-3300 • Le Carrefour Laval 687-1540 et Les Promenades St-Bruno 461-2211 Heures d'ouverture au centre-ville: Du lundi au mercredi — 9h30 à 18h. Jeudi et vendredi — 9h30 à 21h. Samedi — 9h à 17h. Heures d'ouverture des succursales: Du lundi au mercredi — 9h30 à 18h. Jeudi et vendredi — 9h30 à 21h. Samedi — 9h à 17h

LA GARANTIE SIMPSON: SATISFACTION GARANTIE OU ARGENT REMIS • UTILISEZ VOTRE CARTE DE CRÉDIT SIMPSON, LA BAIÉ, VISA, MASTERCARD, AMERICAN EXPRESS OU PAYEZ COMPTANT